



Dambe Funds

Cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des DSSR

Mali - Guinée - Sénégal - Niger

Subvention Partenariat REQG-8JEY-HF



AMPLIFYCHANGE

1^{ère} Edition - Décembre 2022

Cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des DSSR

Mali – Guinée – Sénégal - Niger

Date du rapport final : Décembre 2022

Date de Validation par les Task-forces du Mali, de la Guinée
du Niger et du Sénégal : Décembre 2022

AVERTISSEMENT

Les opinions exprimées par les auteurs dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles d'Ebenezer International, du Consortium ou d'AmplifyChange.

Table des matières

Remerciements	4
Liste des Tableaux	9
Liste des abréviations et acronymes	10
Résumé exécutif	11
I. Introduction	13
II. Etude sur la cartographie des initiatives des plaidoyer.....	14
2.1 Méthodologie	14
2.1.1 Champ de l'étude	14
2.1.2 Source des données.....	14
2.1.3 Les phases de l'étude.....	15
2.2 Instrumentation.....	15
2.2.1 Les outils de collectes.....	15
2.2.2 La collecte des données.....	15
2.3 Les limites de l'étude	16
2.4 Résultats de l'étude.....	16
2.4.1 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive en Guinée	16
2.4.1.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive en Guinée	17
2.4.1.2 Résultats de l'analyse documentaire sur la Guinée	17
2.4.1.2.1 Documentation analysée pour la Guinée	17
2.4.1.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour la Guinée.....	18
2.4.1.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR en Guinée	18
2.4.1.4 Typologie des initiatives en Guinée.....	19
2.4.1.5 Répartition géographique des initiatives en Guinée.....	22
2.4.2 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Mali	23
2.4.2.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Mali.....	24
2.4.2.2 Résultats de l'analyse documentaire sur le Mali	24
2.4.2.2.1 Documentation analysée pour le Mali	24
2.4.2.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour le Mali	25
2.4.2.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Mali.....	25
2.4.2.4 Typologie des initiatives au Mali.....	26
2.4.2.5 Répartition géographique des initiatives au Mali	29
2.4.3 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Niger	29
2.1.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Niger.....	30
2.1.2 Résultats de l'analyse documentaire sur le Niger	30

2.1.2.1	Documentation analysée pour le Niger	30
2.1.2.2	Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour le Niger	31
2.1.3	Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Niger	32
2.1.3.1	Typologie des initiatives au Niger	32
2.1.3.2	Répartition géographique des initiatives au Niger	35
2.2	Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Sénégal	35
2.2.1	Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Sénégal	36
2.2.2	Résultats de l'analyse documentaire sur le Sénégal	36
2.2.2.1	Documentation analysée pour le Sénégal	36
2.2.2.2	Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour le Sénégal	37
2.2.3	Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Sénégal	37
2.2.3.1	Typologie des initiatives	37
2.2.3.2	Répartition géographique des initiatives	39
2.3	Récapitulatif des forces et des faiblesses des initiatives de plaidoyer dans les pays	39
	Conclusion et recommandations	40
	Annexe 42	
	<i>Annexe 2 : TDR de l'étude</i>	43
	<i>Annexe 1 : Récapitulatif des initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR dans les quatre pays</i>	48
	<i>Annexe 3 : Liste des enquêtes</i>	86
	<i>Annexe 4 : Outils de collecte des données</i>	91
	<i>Annexe 5 : Bibliographie</i>	96

Remerciements

Ebenezer International souhaite exprimer sa gratitude aux personnes et organisations qui ont rendu cette publication possible. Remerciements à M. ZEKPA Apoté TOVINYEAWU pour avoir assuré le lead de cette étude, à Monsieur Sidiki Koné et à Dr Fad Seydou, de même qu'aux points focaux des autres pays (Dr Alexis Traoré de la Guinée, Soumaila Moro du Mali, Hama Diallo du Niger et Ahmet Gueye du Sénégal), d'avoir coordonné cette étude.

Nous souhaitons remercier également les représentants ci-dessous des structures contactées dans le cadre de l'étude, notamment ceux qui ont bien voulu répondre au questionnaire :

▪ REPRESENTANTS DES STRUCTURES CONSULTEES AU MALI

- Dr Ben Moulaye IDRISSE, Directeur Général, ONASR ;
- Monsieur Robert DABOU, Chargé de programme, Unité de Gestion du Projet SWEDD ;
- Monsieur Ibrahim Kalossi, Directeur Adjoint, Direction de la jeunesse ;
- Dr Keïta Fadima TALL, Directrice Nationale du PN-VBG ;
- Monsieur Sekou Arouna SANGARE, Economiste Planificateur, INSTAT ;
- Monsieur Mamoutou DIABATE, Président, Coalition nationale des OSC/PF ;
- Monsieur Sankaria MAIGA, Directeur exécutif, AMPPF ;
- Monsieur Sekou BARRY, Directeur exécutif, ONG JIGUI ;
- Madame Adam DICKO, Directrice exécutive, AJCAD ;
- Dr Ousmane TRAORE, Directeur, ONG ASDAP ;
- Dr Daga MAIGA, Chargée de programme Santé de la Reproduction, UNFPA Mali ;
- Monsieur Maude OLIVIER, Lead du secteur santé, Ambassade du CANADA au Mali ;
- Chef de Service Coopération, Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Mali ;
- Monsieur Boubacar DIARRA, Président, Réseau des Jeunes Ambassadeurs du Mali ;
- Madame Farida DEMBELE, Présidente, MAJ/AMPPF ;
- Monsieur Hafizou BONCANA, Président, Afriyan ;
- Monsieur Imam Mamadou TRAORE, Président, Ripode ;
- Dr Bocari DIALLO, Directeur général, INFSS.

▪ REPRESENTANTS DES STRUCTURES CONSULTEES EN GUINEE

- Madame Mariama BARRY, Cheffe de Division, Division des Activités Socio-éducatives des Jeunes ;
- Monsieur Isaac Charia MANO, Chargé Suivi Evaluation, Direction Nationale de la Jeunesse et des Sports ;
- Dr Pernamou TRAORE, Chargé Suivi et Evaluation, Association Guinéenne pour le Bien Être Familiale (AGBEF);
- Monsieur Aly CAMARA, Coordinateur, Projet LAD – Association Guinéenne pour le Bien Être Familiale (AGBEF);
- Monsieur Abou Maimouna DIALLO, Président, Réseau des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé de la Reproduction et la Planification Familiale ;
- Monsieur Mohamed Fodé SACKO, Président, Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Guinée (AEEMG) ;

- Madame AJAVON, Assistante de la Représentante Résidente, UNFPA en Guinée ;
- Madame NIARE Hawa KAREMBE, Assistante du Représentant Résident, OMS Guinée
- Pr Yolande HYJAZI, Directrice Pays, MCHIP/Jhpiego ;
- Madame Finda IFFONO, Chargée des Programmes, Plan International Guinée (PIG).

▪ REPRESENTANT DES STRUCTURES CONSULTEES AU SENEGAL

- Monsieur Assane Ndiaye, Directeur, Direction du Développement du Capital Humain, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération ;
- Monsieur Amadou Doucouré, Directeur, Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant/Ministère de la Santé et de l'Action Sociale ;
- Madame Astou Diouf, Directrice, Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre/Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants ;
- Madame Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, Réseau Siggil Jigen ;
- Monsieur Soukeyna Tall, Staff, Groupe pour l'Étude et l'Enseignement de la Population (GEEP) ;
- Monsieur Maguette Thiandoume, Coordonnateur national, Réseau des Jeunes en Population et Développement (RESOPOPDEV) ;
- Monsieur Alassane CISSE, Président, Réseau des Journaliste POPDEV ;
- Monsieur Moussa FALL, Membre, Alliance des Religieux en Santé Population et Développement du Sénégal ;
- Monsieur Mously DIAKHATE, Président du Réseau Parlementaires en Santé Population et Développement ;
- Monsieur Modou Moustapha MBACKE, Président du Réseau National des Pairs Educateurs du Sénégal (RENPEPES) ;
- Madame Rose Gakuba, Représentante Résidente, UNFPA au Sénégal ;
- Monsieur Babacar Gueye, Directeur Pays, IntraHealth International Sénégal ;
- Madame Salimata Diouf Cissé, Directrice pays, Marie Stopes International Sénégal ;
- Monsieur Thierno Dieng, Coordonnateur, Centre Formation, de Recherche et de Plaidoyer en Santé et Population (CEFOREP) ;
- Dr Cheikh Sarr, Directeur Exécutif, ONG ADEMAS.

▪ REPRESENTANT DES STRUCTURES CONSULTEES AU NIGER

- Dr Kassoum Ibrahima, Chef division Santé Maternelle, Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant ;
- Dr ALI Halima, Cheffe de division, Division Planification, Suivi-Évaluation/DPF/MSP/P/AS ;
- Madame ATTIKOU Mariama, Staff, Direction de la Santé des Adolescents et des Jeunes ;
- Madame LANKOANDE Haoua, Staff, Unité de Gestion du Projet -SWEDD;
- Madame SEKOU Dijé, Secrétaire générale adjointe, Ministère de la Jeunesse et du Sport ;
- Dr Adamou MANZO, MD.MPH/GSR RSS, NPO Chargé de Programme, UNFPA Niamey ;
- Madame BEBERT, Child Protection Specialist and Gender Focal Point, UNICEF;
- Dr YARO Asma Gali, MD,Ped., Program Manager AMPLIFY PF, Niamey, Niger ;
- Monsieur IBRAHIM innocent, Point focal, USAID: AmplifyPF, Jhpiego et ONG CODD;

- Monsieur Abdourahmane BAZA, Président du Réseau des Jeunes Ambassadeurs pour la Santé Reproductive et la Planification Familiale au Niger (RJA/SR/PF Niger) ;
- Dr AWAL Issa, Président du Réseau AfriYAN, Niamey, Niger ;
- Monsieur Yaou MOUSSA, Président, Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger (CAR/PF), Représentant ONG LAFIA MATASSA ;
- Madame BANOBA Ramatou, Présidente de l'Association Nigérienne de Santé Publique (ANSP), Niamey, Niger ;
- Dr Hassane Sanda Maïga, Président du RCPFAS-NIGER ;
- Monsieur Lamoudi Youmandi, Directeur de programme, Association Nigérienne pour le Bien Être Familial (ANBEF) ;
- Monsieur MAIGA ALOU Hama, Point focal du GAIPDS/ Groupement des Associations Islamiques pour les Questions de Population et Développement Social, NESS «Niger Education Santé et Sport » ;
- Monsieur Amadou Moumouni Soumaila, Chargé de programme, Comité Nigérien sur les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (CONIPRAT) ;
- Monsieur Cheikh Bachir, Président, Alliance des Religieux pour le Développement Socio-éducatif, Economique et Sanitaire (ARDSES) ;
- Monsieur Omar SIDDO, Secrétaire Général de la Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH) ;
- Madame TRAORE Samatou, Présidente nationale, ONG DIMOL ;
- Madame Hamidou Nafissatou Mahamadou Idi, Point focal, ONG Jeunesse Action Leadership/JAL ;
- Monsieur ALLAGOUMA MAIGA Noufou, Secrétaire Général, Coordonnateur Terrain de, ONG LEGNOL ;

Enfin, nous remercions les membres des Task-forces des 4 pays ci-dessous pour leur coopération et leur soutien tout au long du processus d'examen et d'amélioration du contenu de la présente étude :

▪ MEMBRES DE LA TASK-FORCE DU MALI

- Dr Brehima KONE, Chef de division recherche, Division recherche, Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) ;
- Chef de Service Coopération, Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Mali ;
- Monsieur Boubacar DIARRA, Président, Réseau des Jeunes Ambassadeurs du Mali ;
- Monsieur Boubacar Sérémé, Chargé des programmes, Fédération malienne des associations de personnes handicapée (FEMAPH) ;
- Monsieur Namory Traoré, Chargé de plaidoyer, Marie Stopes International Mali ;
- Dr DAGA MAÏGA, Chargée de programme Santé de la Reproduction, UNFPA Mali ;
- Monsieur Robert DABOU, Chargé des programmes de l'Unité de Gestion du Projet SW, Projet Banque mondiale-Mali ;
- Monsieur Anaye SAGARA, Responsable Unité de planification, suivi et évaluation du Programme National de lutte contre les VBG (PN-VBG) ;
- Madame FOFANA Maïmouna KANTE, Responsable de division communication, Direction nationale de la population (DNP) ;
- Monsieur Bokari DIALLO, Directeur Général, Institut National de Formation en Science de la Santé (INFSS) ;

- Monsieur Mamoutou Diabaté, Président de la Coalition des OSC/PF du Mali ;
- Monsieur Moussa MBÖ, Directeur des Programmes de l'AMPPF Mali, AMPPF Mali (membre IPPF/région Afrique) ;
- Dr Boubacar Traoré, Directeur des programmes, Association de Soutien au Développement des Actions de Population (ASDAP).

▪ MEMBRES DE LA TASK-FORCE DE LA GUINEE

- Dr Hadja Bintou BAMBA, Présidente ASFEGMASSI/Coalition nationale des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale en Guinée
- Dr Mamadi Kankou CAMARA, Chef Section Santé des Ado Jeunes, Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition
- Monsieur Kamissoko BAMBA, Chef Division Lutte contre les violences sexuelles, Organisation : Ministère de la Promotion Féminine de l'Enfance et des Personnes Vulnérables
- Mr Sékou KOUROUMA, Membre de Groupe parlementaire Santé, Conseil National de la Transition (CNT)
- Monsieur Ibrahima Kalil KOUROUMA, Directeur National, Direction nationale de la Jeunesse et des Activités Socio-Educative
- Dr Siba KOMARA, Responsable de la Santé Universitaire Technique et de Formation Professionnelle, Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation
- Monsieur Fassouma SANOH, Directeur Exécutif de l'Association Guinéenne pour le Bien Être Familiale et Vice-président Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale en Guinée
- Dr Alphonse Vohou SAKOUVOGUI, Promoteur, Cabinet d'Etudes, de Recherche et de Conseil
- Madame Hadja Mariam SOW, Présidente, Groupe Religieux pour la Santé, le Développement et la Paix
- Madame Kadiatou KONATE, Président, Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée
- Madame Fanta WAGUE, Chargée de programme, UNFPA
- Madame Kadiatou BALDE Spécialiste VIH, Unicef Guinée
- Monsieur Maurice SANDOUNO, Assistant technique national de la Promotion des droits sexuels et reproductifs, ENABEL Guinée
- Monsieur Kouamé Jean KONAN, Coordinateur Systèmes et Services de Santé, OMS Guinée ;
- Monsieur François Moriba DOPAVOGUI, Président, Fédération Guinéenne pour la Promotion des Associations des personnes Handicapées (FEGUIPAH).

▪ MEMBRES DE LA TASK-FORCE DU SENEGAL

- Monsieur Assane Ndiaye, Directeur, Direction du Développement du Capital Humain, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération ;
- Madame Astou Diouf, Directrice, Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre/Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants ;
- Madame Fatou Ndiaye Turpin, Directrice Exécutive, Réseau Siggil Jigen ;

- Monsieur Alassane CISSE, Président, Réseau des Journaliste POPDEV ;
- Monsieur Mously DIAKHATE, Membre, Réseau Parlementaires en Santé Population et Développement ;
- Dr Cheikh T. Athie, Coordonnateur national, Action et développement (ACDEV) ;
- Aminata Traore, Responsable, Bureau Santé de la Reproduction, Division du Contrôle Médical Scolaire, Ministère Éducation Nationale ;
- Madame Fatimata Dème, Présidente, Réseau des Femmes en Santé et Planification Familiale ;
- Monsieur Massaugui THIANDOUME, Membre, Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS) ;
- Monsieur Maguette Thiandoume, Coordonnateur national, Réseau des Jeunes en Population et Développement (RESOPOPDEV) ;
- Monsieur Moussa FALL, Membre, Alliance des Religieux en Santé Population et Développement du Sénégal.

▪ MEMBRES DE LA TASK-FORCE DU NIGER

- Madame ATTIKOU Mariama, Directrice, Direction Santé Jeunes et Adolescents/MSP/P/AS ;
- Madame HABOUBACAR Aminata, Directrice Système d'Information Sanitaire, MSP/P/AS ;
- Madame Sékou Dijé OUAGANI, Secrétaire générale adjointe, Ministère de la Jeunesse et des Sport ;
- Mr. Moussa Yaou, Président, Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger ;
- Dr Karim MAIGA ABDOULAYE, Expert Associé, Association Nigérienne de Santé Publique (ANSP) ;
- ALOU MAIGA Hama, Membre, Groupement des Associations Islamiques pour les Questions de Population et Développement Social (GAIPDS);
- Dr AWAL ISSA Rachid, Président régional Afrique de l'Ouest et du Centre & Président bureau Niger, Réseau des adolescents et jeunes en Population et Développement (AfriYAN) ;
- Dr Adamou MANZO, Médecin spécialiste en Gestion de la Santé de la Reproduction, Chargée de Programme Planification Familiale, UNFPA Niger ;
- Dr GOUROUZA Bintou, Médecin généraliste, Représentante, ONG Jeunesse Action Leadership ;
- Monsieur Nouhou ALLAGOUMA MAIGA, Président, ONG LEYGNOL ;
- Monsieur Amadou Moumouni Soumaila, Chargé de programme, CONIPRAT ;
- Madame Traoré Salamatou, Présidente nationale, ONG DIMOL ;
- Monsieur Ibrahim Innocent, Point focal, Jhpiego et ONG CODD ;
- Madame LANKOANDE Haoua, Membre de l'équipe du projet, Projet SWEDD.

Liste des Tableaux

Tableau 1: Etapes du processus de la cartographie	15
Tableau 2: Nombre de parties prenantes impliquées par pays	16
Tableau 3: Nombre d'initiative par pays	16
Tableau 4: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR en Guinée	17
Tableau 5: Répartition géographique des initiatives en Guinée	22
Tableau 6: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Mali	24
Tableau 7: Répartition géographique des initiatives au Mali	29
Tableau 8: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Niger	30
Tableau 9: Répartition géographique des initiatives au Niger	35
Tableau 10: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Sénégal	36
Tableau 11: Répartition géographique des initiatives au Sénégal	39

Liste des abréviations et acronymes

AGBEF	Association Guinéenne pour le Bien-Etre Familial
AMPPF	Association Malienne pour la Protection et la Promotion de la Famille
ANBEF	Association Nigérienne pour le Bien-Etre Familial
ASDAP	Association pour le Soutien au Développement des Activités de Population
BKN	Bangue Kolosi Nietaa
CEM	Collège d'Enseignement Moyen
CAEB	Conseils et Appui pour l'Education à la Base
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
COSC/PF	Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale
DSSR	Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive
FEGUIPAH	Fédération Guinéenne pour la promotion des associations de personnes handicapées
FEMAPH	Fédération Malienne des Associations de Personnes Handicapées (FEMAPH)
INSTAT	Institut National de la Statistique
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JL/SRAJ	Jeunes Leaders et Santé Reproductive des Jeunes et Adolescents
MGF	Mutilation Génitale Féminine
ODD	Objectif du Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONASR	Office National de la Santé de la Reproduction
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPH	Organisation des Personnes Handicapées
OSC	Organisation de la Société Civile
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PF	Planification Familiale
PTF	Partenaire Technique et Financier
RCPFAS	Réseau des Champions en Plaidoyer pour le Financement Adéquat de la Santé
SADC	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
SR	Santé de Reproduction
SRMNIA	Santé de la Reproduction Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescents
SNU	Système des Nations Unies
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend
TDR	Termes de référence
UCPO	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
UE	Union Européenne
UNFPA	Fonds des Nations-Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
VBG	Violences Basées sur le Genre

Le Consortium constitué de Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB) et d'Ebenezer International (EI) a bénéficié pour une durée de 3 ans, la Subvention Partenariat d'AmplifyChange. Cette subvention a été initiée pour renforcer les solidarités et les relations entre différents groupes de la société civile travaillant dans la même région sur des sujets convergents. Elle donne l'opportunité aux organisations membres dudit consortium d'assurer l'octroi de subventions à de plus petites OSC pour promouvoir des initiatives de DSSR menées localement et faciliter le renforcement de leurs capacités institutionnelles et managériales.

En outre, elle permettra d'assurer le renforcement des capacités des petites OSC en matière de mobilisation des ressources et de mise en réseau des OSC, de communication sur les résultats programmatiques et leurs impacts, la promotion des connaissances pour l'appui au plaidoyer auprès des OSC bénéficiaires dans les 4 pays retenus en Afrique de l'Ouest francophone (Guinée, Mali, Niger, Sénégal).

Le consortium collaborera avec les autorités gouvernementales, les coalitions de la société civile et les partenaires techniques et financiers pertinents dans les quatre pays d'intervention de la subvention pour créer une synergie des efforts nationaux et régionaux de plaidoyer et de lobbying des petites OSC en faveur des DSSR.

Pour l'atteinte de l'objectif de cette subvention, une documentation à jour des initiatives de plaidoyer relatives aux droits à la santé sexuelle et reproductive dans les quatre (04) revêt d'une importance capitale. Pour ce faire, une personne ressource a été identifiée afin de coordonner la collecte des données dans les 4 pays focus.

La collecte des données a couvert les quatre (04) pays cibles dudit projet et a touché environ cent dix (110) responsables de structures étatiques et non étatiques. Les données recueillies ont ensuite fait l'objet d'un traitement et d'une analyse approfondie.

Les quatre (04) pays impliqués dans la mise en œuvre de ce projet, se sont inscrits dans l'agenda de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) qui visait directement un objectif de santé et de droits généraux en matière de sexualité et de procréation, fondé sur un cadre de défense des droits de l'Homme et incluant la PF, la santé maternelle, la prévention des IST et la santé de la reproduction des adolescents et des jeunes.

D'ici 2030, les ODD 3 et 5 exigent ainsi d'une part que les pays fournissent dans les stratégies et programmes nationaux, l'accès universel aux services de santé sexuelle et de la reproduction, l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et de reproduction et d'autre part qu'ils promeuvent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en garantissant les droits sexuels et reproductifs selon les termes du programme d'Action de la CIPD. Conformément à ces objectifs, les politiques et les normes nationales de santé et de services en matière de santé des quatre pays (Guinée, Mali, Niger et Sénégal) définissent une approche fondée sur les droits de la santé reproductive et des droits sexuels.

Les acteurs clefs du secteur DSSR dans chacun des quatre (04) pays ont fourni des efforts qui sont répertoriés dans ce rapport.

Le croisement des données a permis de répertorier trente-cinq (35) initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des DSSR dont dix-sept (17) en cours d'exécution.

- ☞ En Guinée, les initiatives de plaidoyer portent sur la fourniture aux adolescents, en particulier aux filles, une éducation sexuelle de qualité ainsi que des informations et des services en matière des DSSR adaptés aux adolescents, dans un environnement propice et sûr. Ces initiatives sont aussi dirigées vers l'accès aux formations sanitaires par les filles et les femmes handicapées. Elles concernent également le respect des engagements et la prise en compte des besoins des jeunes dans les décisions portant sur les DSSRAJ. Enfin elles visent à contribuer à l'amélioration du taux de prévalence des violences basées sur le genre en mettant l'accent sur l'application des textes de lois protégeant les filles et femmes victimes de VBG en particulier les viols et agressions sexuelles.
- ☞ Au Mali, ces initiatives visent : (i) la création d'un environnement favorable, (ii) l'éradication des différentes formes de violences faites aux femmes et aux filles et à leur autonomisation, (iii) le cadre institutionnel pour la révision des lois, (iv) la mobilisation communautaire en faveur des DSSR, (v) le suivi des engagements pris par le Mali dans le domaine des DSSR, (vi) la protection des prestataires et les bénéficiaires dans le cadre des DSSR, (vii) l'émergence d'un engagement constructif des hommes en faveur des DSSR et l'élaboration des documents stratégiques.
- ☞ Pour le Niger, les thématiques portent sur les Pratiques à Haut Impact (PHI), le système d'assurance qualité, la politique et la stratégie DSSR, le changement de comportement à travers les leaders religieux et les jeunes, un environnement habilitant pour l'offre, la demande et l'accès aux services SRAJ, l'adhésion des leaders communautaires, le dialogue social, l'approche communautaire de la protection de l'enfant, et l'accélération de l'accès du DMPA-SC.
- ☞ Quant au Sénégal, le plaidoyer est axé sur le respect des engagements dans le cadre du plan de contingence de la DSME pour assurer la disponibilité et l'utilisation continues des services SRMNIA dans le contexte de COVID 19, la mobilisation des ressources endogènes, l'implication active des leaders religieux, coutumiers et les jeunes dans le plaidoyer en faveur de la SRMNIA dans le contexte de covid-19, la mobilisation des leaders religieux et les acteurs au niveau communautaire en vue d'accroître les actions de sensibilisation, la vulgarisation de l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision,

Dans ces quatre pays, des initiatives sont mises en œuvre simultanément en vue d'une amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR.

I. Introduction

La subvention partenariat d'AmplifyChange a été initiée pour rendre possibles des formes de soutien et de plaidoyer finement adaptées aux spécificités du contexte local dans chaque pays. Son objectif est de soutenir des organisations dans le champ d'action d'AmplifyChange pour les aider à impulser ou consolider des mouvements sur les Droits et la Santé Sexuels et Reproductifs (DSSR) au sein de la société civile.

En adéquation avec cet objectif, le consortium constitué de Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB) et d'Ebenezer International (EI) a soumis le projet intitulé « *Subvention d'autonomisation des OSC pour promouvoir les DSSR dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest* » à AmplifyChange qui accorde une subvention d'une durée de 3 ans allant du 1^{er} juin 2022 au 31 Mai 2025.

Dans la mise en œuvre de cette subvention, le consortium doit s'atteler pour :

- ☞ assurer l'octroi de subventions aux petites OSC soutenant des initiatives pour le plaidoyer local en matière de DSSR ;
- ☞ fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaidoyer des petites OSC ;
- ☞ faciliter le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien aux petites OSC en termes de capacités institutionnelles, de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau.

Cette mise en œuvre ne sera possible que grâce aux documents de base dont la cartographie la plus exhaustive possible des initiatives de plaidoyer DSSR en cours par des acteurs clefs du secteur DSSR (gouvernements nationaux et locaux, OSC, ONG nationales et internationales, partenaires techniques et financiers) en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal.

C'est dans cette optique que la présente étude vise à faire un résumé des stratégies pertinentes de plaidoyer du secteur DSSR par pays. Elle aura pour finalité :

- ✓ d'éviter la duplication des initiatives de plaidoyer en cours en matière de DSSR dans leurs contextes respectifs en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal par les plus petites OSC bénéficiaires de la Subvention Partenariat qui n'y sont pas au courant.
- ✓ d'aider les plus petites OSC bénéficiaires de la Subvention Partenariat à mettre en œuvre des initiatives de plaidoyer qui contribueront à la synergie des efforts visant à lever les obstacles majeurs à la jouissance des DSSR par les populations vulnérables dans leurs contextes.

Les résultats de l'étude seront alors diffusés aux parties prenantes des DSSR, et en particulier aux petites OSC bénéficiaires de la Subvention Partenariat.

Le présent rapport s'articule autour des principaux points suivants : la méthodologie, les instruments utilisés, la limite de cette étude, les principaux résultats obtenus, la conclusion et recommandations seront faites afin de faciliter l'utilisation par les acteurs.

II. Etude sur la cartographie des initiatives des plaidoyer

2.1 Méthodologie

Les résultats de cette cartographie vont se présenter selon le schéma suivant : (i) le champ de l'étude, (ii) la source des données, (iii) les phases de l'étude ou la collecte, l'analyse et le traitement des données.

2.1.1 Champ de l'étude

Axée sur l'approche participative, cette étude a concerné les acteurs clefs du secteur DSSR (Gouvernements, OSC, ONGs nationales et internationales, partenaires techniques et financiers) en Guinée, au Mali, au Niger et au Sénégal.

2.1.2 Source des données

A ce niveau, deux sources ont été privilégiées à savoir l'information existante et celle purement qualitative.

L'information existante

Elle a consisté à analyser le contenu de la documentation (textes juridique et politique, documents (plans et stratégiques) et normatifs (politique, norme et protocoles en SSR), Note d'orientation, rapports d'études et de recherches, documents de projets et programmes, rapports d'évaluations et autres)

L'information purement qualitative

Elle a permis de réaliser des entretiens semi-structurés individuels avec des acteurs clés :

Acteurs étatiques : La collecte des données a touché les ministères et structures de l'Etat concernées par les questions de DSSR. Il s'agit entre autres : de la Division Lutte contre les violences sexuelles ; de la Direction Nationale de la Jeunesse et des Activités Socio-Educative ; du Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation ; du Groupe parlementaire Santé ; de la Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant ; de la Direction de la Planification Familiale ; de la Direction de la Santé des Adolescents et des Jeunes ; de la Division Santé Scolaire ; de la Direction nationale de la Jeunesse/Division Protection des Jeunes ; de la Direction du Développement du Capital Humain, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération ; de la Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant, Ministère de la Santé et de l'Action Sociale ; de la Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre, Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants ; de la Division du Contrôle Médical Scolaire, Ministère Education Nationale ; du Ministère de la Jeunesse.

Acteurs non étatiques (OSC, ONGs nationale et internationale) : Dans les quatre (04) pays de l'étude, environ 36 OSC, 16 ONGs nationales et 11 ONGs internationales ont été identifiées pour renseigner les outils conçus.

Les PTF : La collecte des données a également touché des organisations du système des nations unies (UNFPA, OMS, UNICEF, USAID) intervenant en matière de DSSR. Dans l'ensemble, la collecte des données a porté, entre autres, sur les initiatives de plaidoyer financées en lien avec les DSSR et leur couverture.

2.1.3 Les phases de l'étude

Le processus de cartographie a été réalisé en quatre (4) grandes phases successives et interdépendantes : (i) *Organisation et préparation de la consultation* ; (ii) *Collecte, traitement et analyse des données* ; (iii) *Production et soumission des drafts des rapports* ; (iv) *Production et soumission du rapport final*. Ce processus prend en compte plusieurs activités :

Tableau 1: *Etapes du processus de la cartographie*

Etapes d'intervention	Activités
<i>Etape 1 : Organisation et préparation de la consultation</i>	<ul style="list-style-type: none">▪ Rencontre de cadrage▪ Connaissance du projet et des parties prenantes▪ Identification des consultants pays pour la collecte des données▪ Validation du protocole et des outils de collecte des données
<i>Etape 2 : Collecte, traitement et analyse des données</i>	<ul style="list-style-type: none">▪ Revue documentaire▪ Connaissance des outils par consultants pays chargés de la collecte des données▪ Collecte des données sur le terrain▪ Traitement et analyse des données
<i>Etape 3 : Production et soumission des drafts des rapports</i>	<ul style="list-style-type: none">▪ Proposition et validation du canevas de rédaction du rapport final▪ Rédaction des drafts des rapports▪ Transmission des drafts des rapports▪ Prise en compte des suggestions, observations et commentaires
<i>Etape 4 : Production et soumission du rapport final</i>	<ul style="list-style-type: none">▪ Finalisation des drafts des rapports▪ Transmission du rapport final intégrant les feed-back

2.2 Instrumentation

2.2.1 Les outils de collectes

Pour l'atteinte des objectifs de l'étude, des outils ont été conçus à cet effet et ont pris en compte les composantes suivantes de la stratégie de plaidoyer : but, objectifs, indicateurs de réussite, moyens d'évaluation, cibles, alliés, opportunités, méthodes et actions, risques et hypothèses, calendrier/période d'intervention, organisation et personne responsable.

Ces outils ont été adaptés à chaque acteur clef du secteur DSSR à savoir : le gouvernement, les OSC, les ONGs nationales et internationales et les PTF.

2.2.2 La collecte des données

Pour mener à bien cette tâche, quatre (04) consultants pays expérimentés dans le domaine de la collecte des données quantitatives et qualitatives ont été identifiés. Suivant l'échantionnage par pays proposé par le consultant et validé par Ebenezer International, chaque consultant pays a administré les questionnaires aux acteurs impliqués. Le suivi se fait journalièrement. Une réunion en mode virtuel se fait chaque fin de semaine pour le briefing par pays.

Tableau 2: Nombre de parties prenantes impliquées par pays

Parties prenantes	Guinée	Mali	Niger	Sénégal	Total
Gouvernements/Etat	7	6	5	5	23
Partenaires Techniques et Financiers	4	3	4	3	14
ONG Nationales	3	5	3	5	16
ONG Internationales	2	5	2	2	11
OSC (Association, Fédération, Plateforme, Réseaux, Jeunes...)	10	6	10	10	36
Total	26	25	24	25	100

2.3 Les limites de l'étude

La difficulté majeure de cette étude est le non-respect des heures de rendez-vous par les personnes ressources des différentes structures répertoriées. Autrement dit, les consultants étaient, dans bien des cas, confrontés au problème d'indisponibilité des responsables de structures identifiées.

2.4 Résultats de l'étude

Cette étude a permis d'identifier dans les quatre (04) pays, trente-cinq (35) initiatives de plaidoyer financées.

Tableau 3: Nombre d'initiative par pays

Pays	Nombre d'initiatives de plaidoyer financées	Nombre de partenaires financiers des initiatives de plaidoyer
Guinée	12	12
Mali	09	10
Niger	09	11
Sénégal	05	05
Total	35	38

2.4.1 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive en Guinée

Les Politiques et les Normes nationales de santé et de services en matière de santé de la Guinée définissent une approche fondée sur les droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive. Ainsi, les hommes et les femmes doivent être informés et avoir accès à des méthodes de PF sûres, efficaces, abordables, acceptables et de leur choix.

Cependant, en dépit des instruments politiques nationaux et internationaux appuyant les services et les droits de santé sexuelle et reproductive, de nombreux Guinéens, en particulier les adolescentes, les jeunes filles et les femmes, ne peuvent pas accéder aux services susmentionnés en raison de certaines barrières, telles que le mariage précoce, le faible statut socioéconomique, le faible niveau d'éducation et d'alphabétisation, ainsi que le faible accès aux soins de santé. Ces facteurs influent sur la vie des femmes et des filles qui ne peuvent alors pas jouir de leurs droits à l'éducation, à la santé et au travail en raison du manque d'informations et de services qui leur permettent de planifier la taille de leur famille.

2.4.1.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive en Guinée

En Guinée, l'Etat a pris des dispositions pour la création d'un environnement favorable aux droits à la santé sexuelle et reproductive. La loi fondamentale (Constitution) du pays et l'existence de la loi SR en témoignent cet aspect. La loi SR garantie le caractère universel de l'égalité en droit et dignité en matière d'accès à l'information, d'éducation et d'autodétermination des couples et des individus de décider le nombre et de la naissance de leurs enfants.

L'existence de structures de mise en œuvre telles que les OSC, les ONGs nationales et internationales, les partenaires techniques et financiers et les différents ministères ayant des programmes qui traitent les droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive constituent un atout favorable pour le pays dans ce domaine.

Tableau 4: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR en Guinée

Référence		Contenus
Constitution	Article 21	« Chacun a droit à la santé et au bien-être physique. L'État a le devoir de les promouvoir, de lutter contre les épidémies et les fléaux sociaux ».
Loi SR	Article 13	Sous réserve des dispositions du code pénal, les actes attentatoires aux droits en matière de santé sexuelle seront incriminés et pénalement réprimés. Il s'agit notamment de : <ul style="list-style-type: none">○ toutes les formes de violences et particulièrement celles dont les femmes et les enfants sont victimes en général ;○ toutes les mutilations génitales féminines et la pédophilie en particulier ;○ l'interruption illégale de grossesse ;○ la transmission volontaire du VIH/SIDA ;○ l'exploitation sous toutes ses formes de la prostitution des femmes et des enfants.

2.4.1.2 Résultats de l'analyse documentaire sur la Guinée

2.4.1.2.1 Documentation analysée pour la Guinée

La documentation analysée est essentiellement axée sur les documents suivants :

- La constitution de la Guinée 2020,
- La loi N°10 du 10 juillet 2000 portant sur la Santé de la Reproduction de la Guinée
- Le Plan d'Action National Budgétisé de la Planification de la Guinée 2019-2023,
- Le plan stratégique Santé de la Reproduction, Maternelle, Néonatale, Infanto-juvénile et Adolescente et de la Nutrition, le bulletin de population et développement,
- Track20, FP2030 de la Guinée,
- Le dossier d'investissement pour la réduction de la mortalité maternelle, néonatale, infanto juvénile et des adolescents,

- Le plan national sanitaire de développement 2015-2024,
- La page web du ministère de la santé de la Guinée,
- Le document sur l'aperçu des grossesses non intentionnelles en Guinée 2022,
- Le plan d'action de plaidoyer DSSR de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale 2019-2020,
- Le Rapport de l'évaluation finale du projet intitulé « Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies de DSSR en Afrique de l'ouest en Afrique Australe en partenariat avec AmplifyChange dans les 4 pays bénéficiaires du projet (Mali, Burkina Faso, Niger et Guinée) ».

2.4.1.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour la Guinée

De la revue documentaire, il ressort plusieurs défis qui conduisent à des actions suivantes :

- ✓ Plaidoyer en faveur du leadership du ministère de la santé liée à l'importance de la PF et aux pesanteurs socioculturelles parmi les cadres du ministère de la santé ;
- ✓ Plaidoyer pour l'implication des ministères connexes, des institutions et du secteur privé en faveur de la PF ;
- ✓ Plaidoyer pour l'application des textes législatifs et réglementaires en faveur de la SR/PF ;
- ✓ Plaidoyer pour le financement domestique de la PF ;
- ✓ Plaidoyer pour réduire mes pesanteurs socio-culturelles, particulièrement les inégalités de genre ;
- ✓ Plaidoyer pour la connaissance des lois en matière de DSSR par les communautés
- ✓ Plaidoyer pour renforcer les dialogues générationnels et la reconversion des femmes exciseuses ;
- ✓ Plaidoyer pour promouvoir les SDSR en milieu informel mais aussi renforcer l'implication des hommes sur ces questions.

2.4.1.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR en Guinée

Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR en Guinée ont été entamées suite aux divers constats.

Le premier constat est relatif à une étude de la saturation d'enfants, d'adolescents et de jeunes qui grandissent et deviennent sexuellement actifs sans avoir accès à des informations et services de SDSR en temps opportun, appropriés et sensibles aux questions de genre. Les normes sociales néfastes, les stéréotypes sexistes, les déséquilibres des pouvoirs entre les sexes, les perceptions de la sexualité des filles et des femmes et d'autres inégalités constituent d'importants obstacles limitant l'accès des enfants, des adolescents et des jeunes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Le deuxième constat est relatif aux évidences et aux difficultés rencontrées par les adolescents, les jeunes et les personnes handicapées pour exercer leurs droits sexuels et reproductifs

Ces initiatives viennent répondre aux besoins pressant de lever le tabou et briser les barrières culturelles sur ce concept afin de donner la chance à chaque individu d'avoir accès aux informations, d'être acteur de sa santé sexuelle en prenant des décisions responsables et de participer pleinement à la vie sociale et économique. Elles constituent le socle du progrès considérable vers l'égalité du genre, à travers

l'autonomisation des jeunes et surtout de la fille et aussi l'éradication de toutes formes de violences basées sur le genre.

Un autre constat est relatif à la perception de la sexualité des enfants, des adolescents et des jeunes filles et des femmes et sur d'autres inégalités sans oublier la prévalence élevée de la Mutilation Génitale Féminine (MGF) affectant la santé et le bien être des femmes et des filles.

Le Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance sur financement de l'UNFPA, l'UNICEF, le PNUD et l'OMS a réalisé en 2009 une enquête nationale sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), dont les résultats ont permis de recommander la mise en œuvre d'une stratégie pour l'élimination, la prévention, la prise en charge psychosociale et médicale des victimes, leur réinsertion socioéconomique et la recherche opérationnelle sur les violences.

Les violences basées sur genre et notamment les violences sexuelles sont un des principaux fléaux touchant les femmes et les enfants guinéens, particulièrement les filles. Malgré l'existence d'un cadre institutionnel et des dispositions légales pour y faire face, des grands défis s'imposent pour assurer l'élimination de ce phénomène.

Les violences sexuelles constituent une préoccupation nationale. Les données montrent que 24 % des 15 ans ou plus ont été victimes de violences sexuelles avec une dominance chez femmes (29% contre 18%). Les viols particulièrement sont importantes dans le pays. (Base : les données de population de 2020).

2.4.1.4 Typologie des initiatives en Guinée

L'analyse des données montre l'existence de diverses initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR en Guinée. Ces initiatives ont pour cibles les jeunes filles, les enseignants, les prestataires de soins, les adolescents et les filles/femmes handicapées.

- La première initiative intitulée : « *Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest* » « *Ma santé, Mes droits* » comme slogan, qui couvre la période juillet 2002 à juillet 2025, a été conçue pour contribuer à ce que les systèmes de santé publics et communautaires de six pays d'Afrique de l'Ouest fournissent aux adolescents, en particulier aux filles, une éducation sexuelle de qualité ainsi que des informations et des services en matière de SDRS (santé et droits sexuels et reproductifs) adaptés aux adolescents, dans un environnement propice et sûr. Cette initiative permet : (i) d'engager et de mettre en œuvre une ECS de qualité au niveau des politiques, des écoles, des communautés et des ménages, en renforçant l'ECS formelle et informelle pour les filles et les garçons de 10 à 19 ans; (ii) d'améliorer l'offre et la qualité des services de SDRS accessibles, inclusifs et adaptés aux adolescents et aux femmes, notamment en matière de contraception, de soins post-avortement et de santé maternelle et (iii) de renforcer la collaboration et de l'apprentissage sud-sud entre les OSC axées sur les SDRS et dirigées par des femmes dans les pays cibles et au niveau régional.

Pour sa capitalisation sur le plan national, le projet a des points focaux au niveau de chaque Ministère concerné et toutes les données de ce projet vont être intégrées dans les bases de

données des différents ministères concernés (Ministères de l'éducation et de la santé). Elle couvre certaines contrées du pays.

Cette initiative de Plaidoyer en cours de mise par Plan International Guinée et l'AGBEF est financée par l'Union Européenne.

- La deuxième initiative intitulée : *Plaidoyer auprès des agents de santé sur l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé reproductive*, elle a été mise en œuvre de 2018 à 2019 dans les localités telles que Conakry et Kindia pour augmenter la fréquentation des structures sanitaires chez les filles et les femmes handicapées.

Cet effort de plaidoyer pour : (i) rendre accessibles les infrastructures sanitaires ; (ii) former le personnel d'accueil au niveau des structures de santé ; (iii) lutter contre les préjugés à l'encontre des personnes handicapées en général et des filles et femmes handicapées en particulier ; et (iv) encourager les filles et les femmes handicapées à fréquenter les structures sanitaires.

Cette initiative de Plaidoyer a été menée grâce au financement de GIZ et le partenaire de mise en œuvre est FEGUIPAH.

Malgré que l'environnement soit favorable, la disponibilité de ressources humaines et les groupes cibles acquis à la cause, les mouvements sociopolitiques et les phénomènes naturels constituent alors des obstacles pour cette initiative.

- La troisième initiative intitulée : *Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, a été mise en œuvre de novembre 2018 à décembre 2020 par la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF) en Guinée avec le financement d'AmplifyChange.

Les objectifs de cette initiative sont de : (i) Plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans quatre (04) pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ; (ii) Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des organisations de la société civile pour une meilleure mise en œuvre, et le suivi et évaluation de l'impact des politiques en DSSR dans quatre (04) pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso).

Cette première phase a facilité l'implication de plusieurs secteurs en particulier les services de sécurité, les religieux et le département de la santé dans le processus de mise en œuvre des activités de plaidoyer fait dans le cadre de la lutte contre les VBG et le respect des droits en santé sexuelle et reproductives.

La phase 2 de cette initiative intitulée : *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, est en cours de mise en œuvre sur l'ensemble du territoire national avec les mêmes objectifs spécifiques.

Elle se déroule dans neuf (09) pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) avec le même partenaire financier. Démarrée en juin 2021, cette phase se termine en juin 2023.

- La quatrième initiative intitulée : *Education et prévention de la sexualité précoce en milieu scolaire à Conakry*, elle a été mise en œuvre de 2018 à 2020 dans certaines localités de la Guinée pour contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive en milieu scolaire à travers l'éducation. L'initiative a été mise en œuvre par l'ONG Vision Médicale Guinée et la Jeune Chambre Internationale avec l'appui financier de l'OMS.

- La cinquième initiative intitulée : *Plaidoyer pour la réhabilitation de 20 des 38 Centres d'Écoute et d'orientation des Jeunes, la prise en compte de leur équipement et la mise à disposition d'un personnel qualifié dans les tous les centres du pays*, elle a été mise en œuvre en 2022 pour améliorer l'accès des ados/jeunes aux services conviviaux sur toute l'étendue du territoire particulièrement dans les CECOJE. Avec un budget de 49 786 752 GNF, la Coalition des Organisations de la Société Civile et l'AGBEF ont mené des actions de plaidoyer du Ministre de la Jeunesse et de l'emploi jeune et du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique. L'objectif de plaidoyer auprès Ministre de la Jeunesse et de l'emploi jeune est de l'amener à intégrer une ligne budgétaire pour la réhabilitation de 20 des 38 Centres d'Écoute et d'orientation des Jeunes du pays, dans la planification de son budget pour l'année 2023. A l'endroit du Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, l'objectif de plaidoyer était de l'amener à prendre en compte l'équipement et la mise à disposition d'un personnel qualifié dans les 38 Centres d'Écoute et d'orientation des Jeunes du pays, dans son budget annuel 2023.

En Guinée, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, la partie gouvernementale a mis en œuvre six (06) initiatives recensées ayant un volet de plaidoyer à l'endroit des leaders d'opinion et des OSC dans le domaine des DSSR.

- ✓ *Appui à la PEC médicale des VBG SR dans les structures sanitaires des zones à risque de la région sanitaire de Kankan.* Son objectif est d'améliorer l'accès et l'utilisation des services de PEC des VBG dans les formations sanitaires et au niveau communautaire des zones à risque de Kankan.

- ✓ *Programme conjoint pour l'élimination des MGF.* Cette initiative en cours de mise en œuvre conjointement par les ministères (Justice, Santé, Sécurité) et des ONGs est financée par UNFPA, UNICEF, Plan International et GIZ. Son objectif est de contribuer à l'élimination de la violation des droits humains des femmes et des filles notamment de leurs droits à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique. Pour l'atteinte de cet objectif, les actions suivantes sont programmées : le plaidoyer au niveau communautaire, l'information et la sensibilisation par les médias.

- ✓ *Amélioration de la santé reproductive des personnes à mobilité réduite.* L'initiative financée par l'OMS a pour objectif d'augmenter la fréquentation des structures sanitaires chez les filles et les femmes handicapées. Elle est mise en œuvre par le Ministère De La Sante et de L'Hygiène Publique. Les actions faites sont entre autres : (i) Plaidoyers et sensibilisations pour le changement de mentalité des agents et du groupe cible et (ii) Adaptation des infrastructures.

- ✓ *Campagne digitale sur la SDSR des ado jeunes et 1^{ère} Edition du forum national des adolescents /jeunes sur la DSSR* sont deux initiatives financées par l'OMS et mise en œuvre par le Ministère De La Sante et de L'Hygiène Publique. L'objectif principal est de Lever le tabou et briser les barrières culturelles sur la SSR.
- ✓ *Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs (PDSR) – « she décides »* en cours de mise en œuvre dans les communes et préfectures de Conakry, Kindia et Mamou. Avec un budget de 45 450 892 500 000 GNF, cette initiative est mise en œuvre par le Ministère de la santé et le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance. Son objectif est de renforcer l'accessibilité aux droits reproductifs et sexuels pour les femmes & enfants, les adolescents et les jeunes.
- ✓ *Mise en place d'une approche d'éducation complète de la sexualité pour les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilités* : Cette initiative en cours de mise en œuvre par les directeurs préfectoraux et communaux de la Jeunesse et de l'Education avec un budget de 1 524 177 760 GNF. Elle a pour objectif de Contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive.

Sur les douze (12) initiatives recensées en Guinée, cinq (05) sont en cours de mise en œuvre :

- ☞ *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*
- ☞ *Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest » « Ma santé, Mes droits »* comme slogan
- ☞ *Programme conjoint pour l'élimination des MGF*
- ☞ *Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs (PDSR) – « she décides »*
- ☞ *Mise en place d'une approche d'éducation complète de la sexualité pour les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilités*

2.4.1.5 Répartition géographique des initiatives en Guinée

Tableau 5: Répartition géographique des initiatives en Guinée

N°	Initiative	Provinciale	Régionale	Nationale
1	« Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest » « Ma santé, Mes droits » comme slogan.	X	X	
2	Plaidoyer auprès des agents de santé sur l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé reproductive.	X		
3	Education et prévention de la sexualité précoce en milieu scolaire à Conakry	X	X	

4	Programme conjoint pour l'élimination des MGF			X
5	Amélioration de la santé reproductive des personnes à mobilité réduite / Handicapées expérience pilote à Conakry	X	X	
6	Campagne digitale sur la SDSR des ado jeunes et 1ère Edition du forum national des adolescents / jeunes sur la DSSR			X
7	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs (PDSR) – « she décide »			X
8	Mise en place d'une approche d'éducation complète de la sexualité pour les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilités			X
9	Plaidoyer pour la réhabilitation de 20 des 38 Centres d'Écoute et d'orientation des Jeunes, la prise en compte de leur équipement et la mise à disposition d'un personnel qualifié dans les tous les centres du pays	X		
10	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 1)	X	X	
11	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 2)			X
12	Appui à la PEC médicale des VBG SR dans les structures sanitaires des zones à risque de la région sanitaire de Kankan	X	X	

2.4.2 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Mali

Au Mali, le droit à la santé est établi par l'article 17 de la Constitution et est encadré et explicité par la Loi 02-049 AN RM « portant loi d'orientation sur la santé ». Selon l'Article 7, la politique nationale de la santé est basée sur les principes des soins de santé primaires, sur l'initiative de Bamako et sur la stratégie africaine de développement sanitaire. Au-delà de cette loi, il existe toute une série d'instruments juridiques visant à promouvoir la santé sexuelle et reproductive et à protéger les femmes contre les différentes formes de violences basées sur le genre.

Le Mali a ratifié de nombreuses conventions et chartes internationales relatives aux droits et à la santé de la procréation. Le gouvernement malien a promulgué et adopté plusieurs lois ou textes pour assurer l'application des conventions internationales, mais la législation malienne reste faiblement harmonisée avec les textes internationaux relatifs aux droits humains. Des progrès restent à faire en ce qui concerne la condamnation des violences faites aux filles et aux femmes.

Les personnes vivant avec un handicap, qui représentent 15 % de la population, sont souvent victimes de violences, à la fois physiques et sexuelles, et, en raison de leur handicap, la plupart manquent l'école ou sont forcées à la quitter prématurément, du fait de contraintes financières ou d'une stigmatisation.

2.4.2.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Mali

Au Mali, l'Etat a pris des dispositions pour un environnement favorable aux droits à la santé sexuelle et reproductive. Le pays a voté, en juin 2002, la loi sur la santé de la reproduction qui garantit le droit à tous les couples et aux individus de disposer d'informations et de services de qualité en matière de planification familiale. Cette loi implique le droit pour les femmes et les hommes d'être informés, d'utiliser la méthode de planification de leur choix, « d'accéder aux services de santé de reproduction et de bénéficier des soins de la meilleure qualité possible ».

Le pays a ratifié de nombreux instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs aux droits des enfants et des femmes Réf : « La législation en matière de santé de la reproduction en Afrique de l'ouest Action Mondiale des Parlementaires, Assemblée Nationale du Mali 3-5 novembre 2000 ».

Au plan international, le Mali a adhéré à la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes et a ratifié plusieurs conventions et traités internationaux reconnaissant l'égalité des hommes et des femmes en droits et devoirs et interdisant toute discrimination contre les femmes.

La législation malienne ne dispose pas d'une loi spécifique contre les violences basées sur le genre (viol, mutilations sexuelles féminines...). L'Etat malien s'est engagé de mettre fin aux mariages d'enfants et aux mutilations sexuelles féminines.

Toutefois, malgré cette avancée significative il existe encore beaucoup d'insuffisances parmi lesquelles l'absence de décrets d'application pour la plupart des lois et notamment celle relative à la SR et les difficultés d'application des traités, textes et règlements à cause des réalités socioculturelles et religieuses. En effet, le manque d'harmonisation du cadre juridique national au contexte international et la non-application de la plupart des textes conduisent à la non effectivité des droits reconnus.

Tableau 6: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Mali

Référence		Contenus
Constitution	Article 17	L'éducation, l'instruction, la formation, le travail, le logement, les loisirs, la santé et la protection sociale constituent des droits reconnus
Loi SR	Article 2	« Les hommes et les femmes sont égaux en droit et en dignité en matière de santé de la reproduction. »
	Article 3	« Les hommes et les femmes ont le droit égal de liberté, de responsabilité, d'être informés et d'utiliser la méthode de planification ou de régulation des naissances de leur choix, qui ne sont pas contraires à la loi. »

2.4.2.2 Résultats de l'analyse documentaire sur le Mali

2.4.2.2.1 Documentation analysée pour le Mali

La documentation analysée est plus axée sur les documents suivants :

- La constitution du Mali,
- La loi N° 02-044/ du 24 juin 2002 relative à la Santé de la Reproduction,
- Track20, FP2030 du Mali,
- Le Rapport d'évaluation de la phase pilote du programme jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes,
- Le Rapport de l'évaluation finale du projet intitulé « Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies de DSSR en Afrique de l'ouest en Afrique Australe en partenariat avec AmplifyChange dans les 4 pays bénéficiaires du projet (Mali, Burkina Faso, Niger et Guinée) »,
- La Politique Nationale de Population,
- La Politique Nationale de la Jeunesse,
- La Politique Nationale Genre,
- La politique et normes des services de santé de la reproduction,
- Le Plan Stratégique de Sécurisation des Produits SR,
- Le Plan d'Action National Budgétisé de la Planification du Mali 2019-2023,
- Le Plan Stratégique de la Santé de la Reproduction (SRMNIA), 2020-2024,
- Le Programme National de lutte contre les Violences Basées sur le Genre,
- Le Programme Décennal Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023.

2.4.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour le Mali

De la revue documentaire, il ressort plusieurs défis qui conduisent à des actions suivantes :

- ✓ Plaidoyer pour rendre la planification familiale accessible dans les zones touchées par la crise ;
- ✓ Plaidoyer en faveur de la loi contre la violence à caractère sexiste, le mariage d'enfants et d'autres pratiques dangereuses (MGF par exemple) ;
- ✓ Plaidoyer pour l'implication des ministères connexes, des institutions et du secteur privé en faveur de la PF ;
- ✓ Plaidoyer pour l'engagement des leaders (religieux, communautaires et politiques) dans la promotion des DSSR ;
- ✓ Plaidoyer pour la mobilisation des ressources domestiques pour le financement de la PF ;
- ✓ Plaidoyer pour réduire les pesanteurs socio-culturelles, particulièrement les inégalités de genre ;
- ✓ Plaidoyer pour la connaissance des lois en matière de DSSR par les communautés.

2.4.2.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Mali

Au Mali, les acteurs clefs du secteur DSSR tels que le Gouvernement, les OSC, les ONGs nationales et internationales, et les partenaires techniques et financiers ont contribué à la mise en œuvre de plusieurs initiatives de plaidoyer dans le domaine des DSSR répertoriées dans ce rapport. Avec l'appui technique et financier de nombreux partenaires, les OSC et les ONGs d'une part mènent des actions de plaidoyer en faveur des DSSR qui ciblent l'Etat, les leaders d'opinion et les populations en général et d'autre part,

le Gouvernement mène des actions des DSSR dont le volet plaidoyer est souvent axé sur l'engagement des leaders d'opinions et des OSC.

Les violences à caractère sexiste, y compris les pratiques dangereuses, sont généralement élevées au Mali dans des circonstances normales, mais la crise multidimensionnelle qui touche le pays ne fait que les aggraver. 53 % des femmes sont mariées à l'âge de 18 ans, dont 18 % le sont à l'âge de 15 ans (EDS 2018), et 73 % des filles âgées de moins de 15 ans ont subi des mutilations génitales féminines.

2.4.2.4 Typologie des initiatives au Mali

L'exercice de la cartographie montre l'existence de diverses initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Mali. Ces initiatives ont pour cibles les femmes, les filles, les décideurs, les autorités et les leaders communautaires.

- La première initiative intitulée : *Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes/filles et les violences basées sur le genre au Mali*, qui a pour vision une société malienne où les femmes et les filles vivent sans subir une quelconque forme de violences basées sur le genre particulièrement les violences faites aux femmes et filles, les pratiques néfastes, et jouissent de leurs droits en santé reproductive est mise en œuvre dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako par plusieurs partenaires dont la ASDAP. Cette initiative d'un montant de 19 444 519 USD, a pour objectif d'éliminer les violences basées sur le genre (VBG) particulièrement les violences faites aux femmes et aux filles (VFF),) ainsi que les pratiques néfastes. Elle a également pour ambition d'assurer une prise en charge holistique des survivantes et de promouvoir les droits des femmes et des jeunes filles à la santé reproductive à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques. Par ailleurs, elle mettra aussi un accent particulier sur les besoins spécifiques des groupes exposés à de multiples formes de discrimination. Elle est financée par le SNU et l'EU.
- La deuxième initiative intitulée : *Plaidoyer institutionnel dans le cadre de la révision des lois, législations et communautaire en faveur des DSSR*, a été mise en œuvre de 2019 à 2022 dans les localités comme Bamako, Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou pour : (i) la création d'un environnement favorable, (ii) protéger les prestataires et les bénéficiaires dans le cadre des DSSR, (iii) avoir un engagement constructif des hommes en faveur des DSSR, et (iv) avoir des documents stratégiques. Cette initiative de Plaidoyer a été possible grâce au financement de DANIA, GAC, Amplify et BKN. La structure de mise œuvre est Marie Stopes Mali.
- La troisième initiative intitulée : *LAYIDUMETRE outil de suivi des engagements du Mali*, est l'œuvre de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF) au Mali avec l'appui technique et financier de l'OOAS à hauteur de 167 000 000 FCFA. Son objectif principal est de mettre en œuvre un outil social et un cadre de redevabilité entre le gouvernement et la société civile. Cette initiative a concerné 36

engagements en matière de DSSR dont 16 sont répertoriés et suivis afin de contribuer à la vulgarisation des engagements de l'Etat malien en matière de DSSRAJ et à la diffusion de leur état de mise en œuvre, au renforcement de la synergie d'action entre les diverses initiatives des acteurs/trices DSSRAJ privés, publics, locaux et internationaux intervenant au Mali, à l'impulsion d'un espace de dialogue et d'échanges et d'interpellation entre ces intervenants ainsi qu'avec les citoyens, à la mise en place d'outils collaboratifs notamment pour la collecte de données/bonnes pratiques et la mobilisation de ressources et le plaidoyer

De 2019 à 2022, cette initiative, malgré l'instabilité politique et sécuritaire, a fait alliance avec les partenaires comme les jeunes ambassadeurs, les religieux (RIPOD et RECOTRADE), le conseil national de transition et OSC membres de la COCS/PF.

- La quatrième initiative intitulée : *Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, a été mise en œuvre de novembre 2018 à décembre 2020 par la Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF) au Mali avec le financement d'AmplifyChange. Les objectifs de cette initiative sont de: (i) Plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans quatre (04) pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ; (ii) Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des organisations de la société civile pour une meilleure mise en œuvre, et le suivi et évaluation de l'impact des politiques en DSSR dans quatre (04) pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso).

Cette première phase a suscité une prise de conscience plus accrue à l'égard des DSSR. Elle a tout de même impliqué des personnes handicapées dans l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des activités les concernant et la prise en compte de leurs besoins spécifiques. Elle a en outre réussi à engager la Cellule Technique CSLP du Mali et à renforcer la prise en compte des priorités DSSR par tous les secteurs (éducation, santé, gouvernance, justice, etc.) dans le processus d'élaboration et du suivi-évaluation du CREED.

- La cinquième initiative intitulée : *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, qui est en cours de mise en œuvre sur l'ensemble du territoire national est la phase 2 de la précédente initiative. Plusieurs activités de plaidoyer dont la vulgarisation de la SR.

Elle se déroule dans neuf (09) pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) avec le même partenaire financier AmplifyChange. Démarrée en juin 2021, cette phase se termine en juin 2023.

- La sixième initiative intitulée : *Handicap et violence basée sur le genre à double vitesse*, en cours de mise en œuvre par FEMAPH, à travers le Programme Voice de Oxfam avec un budget de 85 274 410 FCFA ; elle est une initiative de plaidoyer et de lobbying sur les VBG et les droits de la santé sexuelle et reproductive. Son objectif est de favoriser l'accès des femmes vivant avec le handicap aux services de santé et pour le renforcement de leurs connaissances sur leurs droits en matière de Violences Basées sur le Genre.

- La septième initiative intitulée : *Jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (JL/SRAJ) -Mali*, en cours de mise en œuvre par CAEB avec le financement de l'Ambassade des Pays Bas au Mali. Son objectif est de contribuer à l'amélioration des indicateurs de santé en général et ceux de la SSRAJ en particulier par une meilleure information et une plus grande liberté de choix concernant leur santé reproductive et sexuelle. Avec un budget de 5.863.618.453 F CFA l'initiative s'est focalisée sur la création de groupes de jeunes selon l'approche « Epargner Pour le Changement » (EPC) et l'émergence de jeunes leaders pour la promotion des droits reproductifs et sexuels. Il s'agit d'organiser les jeunes afin de les informer sur la santé de la reproduction et favoriser l'émergence de jeunes leaders capables de mobiliser les jeunes autour de leur santé de la reproduction.
- La huitième initiative intitulée : *projet « Bangé Kolossi Nyèta-BKN2*, en cours de mise en œuvre grâce au financement de l'Ambassade des Pays Bas au Mali. Son objectif est de créer un environnement favorable à l'exercice des droits de la santé sexuelle et reproductive et d'améliorer l'offre des services en santé sexuelle et reproductive de qualité. Avec un budget de 6 milliards de F CFA l'initiative est mise en œuvre par Marie Stopes Mali (MSM) ; l'Association malienne pour la protection et la planification de la Famille (AMPPF) et Population Service International (PSI Mali). Ses cibles sont les jeunes, femmes et filles, les groupes vulnérables déplacés ou vivant dans des zones peu desservies. Les zones ciblées sont entre autres : Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, et le District de Bamako.
- La neuvième initiative est intitulée : *Initiative Spotlight : « Programme National de Prévention et Réponse aux violences faites aux femmes et aux filles au Mali »*. Au Mali, comme dans d'autres pays, cette initiative est mise en œuvre conjointement avec le Gouvernement et le Système des Nations Unies. L'objectif général de l'initiative est de contribuer à la protection des femmes et des filles, particulièrement des groupes exposés à de multiples formes de discrimination croisée, contre les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, et de promouvoir leurs droits relatifs à la Santé Reproductive. Dans le domaine législatif et des politiques publiques, l'objectif principal visé était la création d'un environnement légal favorisant la lutte contre les VBG. Le programme Spotlight propose une nouvelle vision de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ; cela à travers six piliers d'intervention, portant aussi bien sur les aspects politiques/institutionnels, la prévention/ normes sociales, l'offre de service ainsi que la vulgarisation des connaissance/données sur les Violences Basées sur le Genre.

Sur les neuf (09) initiatives recensées au Mali, cinq (05) sont en cours de mise en œuvre :

- ☞ *Handicap et violence basée sur le genre à double vitesse*
- ☞ *Jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes*
- ☞ *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*
- ☞ *Spotlight Initiative*
- ☞ *Projet « Bangé Kolossi Nyèta-BKN2*

2.4.2.5 Répartition géographique des initiatives au Mali

Tableau 7: Répartition géographique des initiatives au Mali

N°	Initiative	Provinciale	Régionale	Nationale
1	Plaidoyer institutionnel dans le cadre de la révision des lois, législations et communautaire en faveur des DSSR	X	X	
2	Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes/filles et les violences basées sur le genre au Mali	X	X	
3	LAYIDUMETRE outil de suivi des engagements du Mali			X
4	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 1)	X	X	
5	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 2)			X
6	Jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (JL/SRAJ) -Mali	X	X	
7	Handicap et violence basée sur le genre à double vitesse	X		
8	Projet « Bangé Kolossi Nyèta-BKN2	X	X	
9	Spotlight Initiative			X

2.4.3 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Niger

Le Niger a souscrit à plusieurs instruments juridiques internationaux et nationaux, qui garantissent les droits des citoyens en matière de santé. En plus du droit à la santé qui est reconnu à tous, ces textes assurent aux citoyens des droits individuels.

Le Plan de Développement Economique et Social 2017-2021 a pris en compte les questions de Genre. Ainsi en matière de genre, le pays veut mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine, assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation.

Malgré l'existence des textes nationaux et internationaux au sujet du droit à la santé, il y a persistance des facteurs qui empêchent souvent l'effectivité de ces droits, dont les coûts liés aux soins de santé, l'accès aux soins de santé.

2.1.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Niger

Au Niger, les droits en matière de santé reproductive s'appuient sur les instruments internationaux et déclarations relatifs aux droits de l'homme qui reconnaissent à tout être humain le droit de disposer du meilleur état de santé possible. Le pays dispose de la Loi SR avec un décret d'application N° 2019-408/PRN/MSP du 26 juillet 2019. L'environnement est alors favorable pour les droits relatifs à la Santé Sexuelle et Reproductive.

Tableau 8: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Niger

Référence		Contenus
Constitution	Article 10	« Tous les nigériens naissent et demeurent libres et égaux en droits et en devoirs. [...]»
	Article 12	« Chacun a droit à la vie, à la santé, à l'intégrité physique et morale, [...]»
	Article 22	« L'Etat prend les mesures de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants dans la vie publique et privée »
Loi SR	Article 2	« Tous les individus sont égaux en droit et en dignité en matière de santé de la reproduction. Le droit à la santé de la reproduction est un droit universel fondamental garanti à tout être humain, tout au long de sa vie, en toute situation et en tout lieu ; [...] Aucun individu ne peut être privé de ce droit dont il bénéficie sans discrimination aucune, fondée sur l'âge, le sexe, la fortune, la religion, l'ethnie, la situation matrimoniale ou sur toute autre situation. »

2.1.2 Résultats de l'analyse documentaire sur le Niger

2.1.2.1 Documentation analysée pour le Niger

La documentation analysée est axée sur les documents suivants :

- La constitution du Niger,
- La loi Santé de la Reproduction N° 2006-16 du 21 juin 2006,
- Le Plan d'Action National Budgétisé de la Planification du Niger 2021-2025,
- La politique et normes des services de santé de la reproduction,
- Track20, FP2030 du Niger,
- Le Rapport du Projet IMPACT2 supplément LIPTAKO,
- Le Rapport annuel Initiative Spotlight 2021,
- Le Plan de Développement Economique et Social 2017-2021,
- Le Rapport du Niger pour la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Beijing +25,
- Le Rapport de l'évaluation finale du projet intitulé « Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies de DSSR en Afrique de l'ouest en Afrique Australe en partenariat avec AmplifyChange dans les quatre (04) pays bénéficiaires du projet (Mali, Burkina Faso, Niger et Guinée) ».

2.1.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaider pour le Niger

De la revue documentaire, il ressort d'énormes défis à savoir :

- Difficultés d'application de la loi en l'absence de législation d'application ;
- Difficultés d'interprétation et de mise en œuvre de certaines dispositions (cas de dispositions relatives à l'avortement) ;
- Peu d'appropriation parmi les ayants droit, les populations et les plus grands bénéficiaires (femmes et jeunes) et les agents de santé ;
- Persistance des violations des droits, en particulier chez les jeunes (pas d'accès à l'information, mariage précoce, pratiques néfastes, VBG, avortements) ;
- Persistance des barrières médicales, des croyances et attitudes sur les sites d'offre de service de SR (les jeunes sont les plus touchés) ;
- Droits inefficaces des individus et des couples pour jouir de leur sexualité et de leur santé (en particulier les jeunes) ;
- Absence de mécanisme de suivi de l'application de la loi (OSC, parlementaires) ;
- Difficulté d'alignement sur les engagements et la convention internationale en matière de DSSR ;
- L'absence de normes harmonisées en matière de DSSR, conformément aux engagements mondiaux, continentaux et régionaux ;
- Moins d'initiatives de plaider avec des acteurs nationaux pour promouvoir les DSSR pour tous.

Des actions suivantes ont été identifiées :

- ✓ Plaider pour éliminer le mariage et la grossesse des enfants ;
- ✓ Plaider auprès des chefs traditionnels et des chefs religieux en faveur de la nécessité d'une éducation complète à la sexualité, de bibliothèques numériques, d'apprentissage en ligne, de l'introduction d'une éducation complète à la sexualité dans les programmes des internats, de la formation des enseignants du secondaire ainsi que des universités et centres de formation ;
- ✓ Plaider en faveur de la participation des jeunes et de l'intégration des questions relatives à la jeunesse dans les politiques, plans et programmes ;
- ✓ Plaider pour l'augmentation des investissements nationaux et la mobilisation des ressources pour la planification familiale, y compris pour l'achat de contraceptifs ;
- ✓ Plaider en faveur du dialogue communautaire sur la PF ;
- ✓ Plaider pour l'implication des ministères connexes, des institutions et du secteur privé en faveur de la PF ;
- ✓ Plaider pour la promotion des textes législatifs en faveur de la santé sexuelle et de la reproduction.

2.1.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Niger

Le Niger dispose d'une fenêtre d'opportunité pour exploiter le dividende démographique (Banque mondiale, 2016). Pour tirer parti de cette opportunité, des investissements ciblés dans plusieurs domaines dont la santé sexuelle et reproductive sont essentiels afin de réaliser leur plein potentiel.

Selon l'enquête nationale menée sur la fécondité et la mortalité infantile (ENAFEME, 2021), l'étude sur l'ampleur et les moteurs de la violence sexiste (Enquête sur la violence sexiste, 2021) et l'analyse d'impact du programme Illimin (élimination du mariage des enfants et autonomisation des adolescentes), des réalisations importantes ont été faites.

2.1.3.1 Typologie des initiatives au Niger

L'exercice de la cartographie montre l'existence de diverses initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Niger. Ces initiatives ont pour cibles les OSC, l'Etat,

- La première initiative intitulée : *Amplify Family Planning and sexual reproductive health (AmplifyPF)*, en cours de mise en œuvre dans deux régions (Niamey et Zinder) pour : (i) renforcer et institutionnaliser un système d'adaptation et de réplication des pratiques à haut impact (PHI) en matière de planification familiale ; (ii) mobiliser et Engager les communautés, les ressources nationales, les donateurs, les communautés d'Afrique de l'Ouest pour renforcer la pérennisation et la mise à grande échelle de certaines PHI ; (iii) institutionnaliser un système durable et auto-régulé d'assurance qualité et de suivi de l'offre des services de PF/SR. Période de mise en œuvre : Novembre 2018 juin à 2023. Cette initiative de Plaidoyer est en train d'être menée grâce au financement de l'USAID et le partenaire de mise en œuvre est Pathfinder International.
- La deuxième initiative intitulée : *Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, a été mise en œuvre de novembre 2018 à décembre 2020 par la Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger (CAR/PF) au Niger avec le financement d'AmplifyChange. Son objectif général est d'amener des changements dans les politiques et les lois et des mouvements plus forts et plus inclusifs pour les DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe. Spécifiquement, elle a permis de : (i) Plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ; (ii) Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des organisations de la société civile pour une meilleure mise en œuvre, et le suivi et évaluation de l'impact des politiques en DSSR dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso).
Pour cette initiative, sa phase 2 intitulée : *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, est en cours de mise en œuvre sur l'ensemble du territoire national avec les mêmes objectifs spécifiques. Elle se déroule dans 9 pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger,

Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) avec le même partenaire financier. Démarrée en juin 2021, cette phase se termine en juin 2023.

- La troisième initiative intitulée : *Plaidoyers auprès des leaders communautaire et jeunes Religieux sur SR/PF et en technique de communication pour plus d'engagement pour la promotion de la SR/PF*, a été mise en œuvre 2022 par l'Alliance des Religieux pour le Développement Socio-éducatif Economique et sanitaire (ARDESES) avec l'appui financier de Marie Stopes Niger. Spécifiquement, il était question de : (i) Plaider auprès des leaders communautaires les prises de positions en faveur de la SR/PF ; (ii) Former les leaders communautaires – religieux, coutumiers et traditionnels en Islam et SR/PF pour un changement comportemental par rapport aux barrières et stéréotypes favorisant la mauvaise perception de la SR/PF ; et (iii) Initier les leaders communautaires/religieux, coutumiers et traditionnels en technique de prêche et de plaider pour mener des activités de plaider et de sensibilisation sur la SR/PF ciblant les chefs influents et le grand public. Malgré l'opportunité des dialogues intra et inter religieux entre les différentes cibles et la tolérance au sein de la population cible, les risques sont relatifs aux mauvaises perceptions et interprétations religieuses des antagonistes religieux par rapport à la question de la SR, notamment l'espacement des naissances, l'utilisation des méthodes contraceptives modernes et au mauvais accueil dans les centres de santé.
- La quatrième initiative intitulée : *IMPACT II LIPTAKO*, a été mise en œuvre en deux phases (phase 1 : Février - Août 2021 ; phase 2 : Septembre 2021-Mars 2022) par Niger Education Santé et Sport (NESS) avec l'appui financier de Pathfinder International. Son objectif était de créer un environnement politique, juridique, règlementaire et social pour la demande, l'offre, l'accès aux services de SRAJ pour les adolescents et les jeunes hommes, femmes, mariés et non mariés. La mise en œuvre était confrontée aux risques d'incompréhension avec certaines associations religieuses y compris celles de jeunes religieux.
- La cinquième initiative intitulée : *Mes droits, Ma santé, Mon avenir (3M)*, est en cours de mise en œuvre par l'Association Nigérienne pour le Bien-Etre Familiale (ANBEF) avec l'appui financier du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères via l'IPPF. Son objectif est de promouvoir l'égalité genres et les droits à la santé sexuelle et reproductive. Avec un budget de 183 000 000 F CFA, l'initiative a engrangé plusieurs actions dont le renforcement de l'engagement des communautés en faveur de l'égalité des genres et des DSSR.
- La sixième initiative intitulée : *Forum National sur l'Education des Enfants Handicapés* a été mise en œuvre en 2022 par la Fédération Nigérienne de Personnes Handicapées avec l'appui financier de Consortium TOFI, Save The Children, Humanité et Inclusion. Ses objectifs sont entre autres : (i) avoir une compréhension commune des obstacles à l'éducation des enfants handicapés à la lumière de la CDPH et des ODD ; (ii) faire un plaider pour la création des lignes budgétaires dédiées à la prise en charge des couts liés au handicaps dans l'éducation des enfants handicapés, (iii) motiver les acteurs éducatifs.

Au Niger, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, la partie gouvernementale a mis en œuvre plusieurs initiatives dont deux (02) ayant un volet de plaidoyer à l'endroit des leaders d'opinion et des OSC dans le domaine des DSSR ont été répertoriées pour le compte de cette cartographie.

- ✚ Le projet d'Autonomisation des femmes et Dividende démographique au Sahel (SWEDD) au Niger, malgré qu'il n'a pas planifié des initiatives spécifiques en matière de Santé Sexuelle et Reproductive, mais la thématique fait partie des domaines phares du projet avec pour objectifs de :
 - Accélérer la baisse de la fécondité par l'accès à la planification familiale (PF) et l'augmentation de l'âge au premier mariage ;
 - Investir dans la santé publique en réduisant la mortalité infantile et en améliorant les systèmes de santé

Ainsi le focus a été mis sur la SR/PF et intégrant le plaidoyer à l'endroit des leaders d'opinion sur l'Equité du Genre, l'Autonomisation des femmes et des Jeunes, scolarisation et maintien des filles à l'école et le dividende démographique.

Quelques actions de plaidoyer ont été réalisées : (i) Campagnes de sensibilisations et plaidoyer en vue de l'adhésion des leaders communautaires et autorités administratives ; (ii) Dialogue social communautaire.

La première action a été mise en œuvre en 2019 par les partenaires suivants : l'agence de communication OAZIS en collaboration avec les chargés de communication des ministères sectoriels et les points focaux du projet, les leaders religieux, traditionnels, autorités administratives sous l'assistance technique de l'UNFPA et les acteurs politiques, les maris modèles et les relais communautaires.

La deuxième action a été mise en œuvre de 2019 à 2020 par les partenaires suivants : ONG ADL et Songes, les leaders communautaires, les jeunes et leurs parents

Ce projet est financé par la Banque Mondiale.

- ✚ L'initiative Spotlight qui est mise en œuvre au Niger conjointement avec le Gouvernement du Niger, sous le leadership du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant est un partenariat entre l'Union Européenne et les Nations Unies. Elle s'attache à contribuer à l'élimination des violences sexuelles basées sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé sexuelle et reproductive.

Pour la phase 2 de l'initiative, plusieurs actions prévues dont le plaidoyer sur le cadre légal et le renforcement du dispositif institutionnel en matière de lutte contre les VBG (Politiques, Stratégies, Cadres de concertation etc.).

Sur les neuf (09) initiatives recensées au Niger, cinq (05) sont en cours de mise en œuvre :

- ☞ *Amplify Family Planning and sexual reproductive health (AmplifyPF)*
- ☞ *Plaidoyers auprès des leaders communautaire et jeunes Religieux sur SR/PF et en technique de communication pour plus d'engagement pour la promotion de la SR/PF*
- ☞ *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*
- ☞ *Spotlight Initiative*
- ☞ *Projet SWEDD*

2.1.3.2 Répartition géographique des initiatives au Niger

Tableau 9: Répartition géographique des initiatives au Niger

N°	Initiative	Provinciale	Régionale	Nationale
1	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 1)	X	X	
2	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 2)			X
3	Amplify Family Planning and sexual reproductive health (AmplifyPF)	X	X	
4	Plaidoyers auprès des leaders communautaire et jeunes Religieux sur SR/PF et en technique de communication pour plus d'engagement pour la promotion de la SR/PF		X	
5	IMPACT II LIPTAKO	X	X	
6	Mes droits, Ma santé, Mon avenir (3M)	X		
7	Forum National sur l'Education des Enfants Handicapés			X
8	Initiative Spotlight Niger	X	X	
9	Projet SWEDD : « Dialogue social communautaire »	X	X	

2.2 Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Sénégal

Les Politiques et les Normes nationales de santé et de services en matière de santé du Sénégal définissent une approche fondée sur les droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive. La promotion des DSSR au Sénégal est renforcée par :

- La loi sur la Santé de la Reproduction (SR) qui donne à la femme entre autres : (i) le droit à l'information et à l'éducation sur la Planification Familiale et (ii) le droit d'accès aux soins et services en santé sur la Planification Familiale.
- Le Plan National de Développement Sanitaire 2009-2018 (PNDS), qui préconise la PF comme l'une des stratégies les plus efficaces pour sauver des vies et garantir l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent est adopté. Aussi, le Sénégal a affirmé la vision qu'il a de la Santé et qui s'intitule : « un Sénégal où tous les individus, tous les ménages et toutes les collectivités bénéficient d'un accès universel à des services de santé promotionnels, préventifs, curatifs et ré adaptatifs de qualité sans aucune forme d'exclusion et où il leur est garanti un niveau de santé économiquement et socialement productif ». Il l'a aussi retenu parmi les paquets d'interventions spécifiques à la santé de la mère et du nouveau-né.
- La feuille de route multisectorielle de lutte contre la mortalité maternelle et néonatale pour la période 2006-2015
- Le Plan Sénégal Emergent (PSE), où la promotion de la planification familiale est retenue parmi les axes d'intervention pour l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant.

2.2.1 Contexte juridique des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive au Sénégal

La politique de santé trouve son fondement dans la Constitution sénégalaise qui, en son article 8, garantit le droit à la santé. Ainsi, pour permettre à toute la population d'accéder à ce droit fondamental garanti par la Constitution, plusieurs programmes ont été élaborés et exécutés avec des objectifs et des cibles bien spécifiés.

Malgré les louables efforts consentis par le Sénégal en dotant le pays de plusieurs lois relatives aux droits à la santé sexuelle et reproductive, La Loi SR de 2005 attend toujours ses décrets d'application. Ceci impacte négativement sur la protection des prestataires de services, des agents de santé communautaires, sur les droits des clients en matière de santé de la reproduction. Ce sont les décrets d'application qui permettront au système de santé de régler les trois « D » à savoir : la *Décentralisation* pour que les produits de la planification familiale soient disponibles à tous les niveaux de la pyramide sanitaire, la *Démédicalisation* pour faire en sorte que les communautés s'approprient leur propre santé et la *Démocratisation*, pour associer tout le monde et à tous les niveaux.

Tableau 10: Illustration des aspects juridiques en matière des DSSR au Sénégal

Référence		Contenus
Constitution	Article 8	La République du Sénégal garantit à tous les citoyens les libertés individuelles fondamentales, les droits économiques et sociaux ainsi que les droits collectifs.
	Article 17	« L'Etat et les Collectivités publiques ont le devoir de veiller à la santé physique et morale de la famille et, en particulier, des personnes handicapées et des personnes âgées. L'Etat garantit aux familles en général et à celles vivant en milieu rural en particulier l'accès aux services de santé et au bien-être... ».
Loi SR	Article 3	Le droit à la Santé de la Reproduction est un droit fondamental et universel garanti à tout être humain sans discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la fortune, la religion, la race, l'ethnie, la situation matrimoniale ou sur toute autre situation

2.2.2 Résultats de l'analyse documentaire sur le Sénégal

2.2.2.1 Documentation analysée pour le Sénégal

La documentation analysée est axée sur les documents suivants :

- La constitution du Sénégal,
- La loi N°2005-18 du 5 août 2005 relative à la Santé de la Reproduction du Sénégal,
- Politiques et normes des services de santé de la reproduction,
- Track20, FP2030 du Sénégal,
- Plan Stratégique Nationale de Recherche pour la Santé 2020-2023,
- Le Progrès dans la lutte contre les mutilations génitales féminines au Sénégal,
- Le rapport de l'évaluation finale du cadre stratégique national de planification familiale 2016-2020.

2.2.2 Défis ou thématiques prioritaires de plaidoyer pour le Sénégal

De la revue documentaire, il ressort d'énormes défis qui conduisent à des actions suivantes :

- ✓ Plaidoyer pour améliorer le cadre juridique afin que l'offre de services de la PF se fasse au niveau des officines ;
- ✓ Plaidoyer pour l'augmentation des investissements nationaux et la mobilisation des ressources pour la planification familiale, y compris pour l'achat de contraceptifs ;
- ✓ Plaidoyer pour l'harmonisation entre les politiques de santé et le cadre juridique ;
- ✓ Plaidoyer pour le décret d'application de la loi SR ;
- ✓ Plaidoyer pour l'intégration de modules spécifique à la prise en charge des adolescents et jeunes dans la formation initiale des prestataires ;
- ✓ Plaidoyer pour intégrer de manière systématique le programme d'éducation à la vie familiale dans les curricula de formation des CEM et des lycées ;
- ✓ Plaidoyer pour la souveraineté contraceptive ;
- ✓ Plaidoyer pour la signature des décrets autorisant l'exercice de la PF dans le secteur privé ;
- ✓ Plaidoyer auprès des religieux sur l'argumentaire SRMNIA.

2.2.3 Les initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR au Sénégal

Au Sénégal, l'utilisation de la PF chez les femmes en âge de procréer et les adolescentes est limitée par plusieurs facteurs. En effet, la pratique de la contraception par des femmes qui ne sont pas en union et les adolescentes, est très mal perçue. Aussi, la stigmatisation des adolescents et jeunes demandant les services de PF est un facteur très limitant à l'adoption des services PF chez cette couche de la population. Malgré les efforts consentis par plusieurs acteurs, les perceptions erronées de certains leaders (politiques, religieux et traditionnels) et les attitudes pro-natalistes constituent des barrières à la PF. Il en est de même du dialogue au sein du couple sur les questions de sexualité et de planification familiale qui reste très faible et parfois inexistant. Il faut également noter que l'utilisation de la PF reste mal perçue par certaines personnes, incluant des clientes, des maris et des agents dans les structures de santé. La grande majorité des hommes est peu engagée en faveur de la PF et ne démontre pas un soutien manifeste à leurs femmes.

Le financement de l'Etat consacré à la PF reste insuffisant malgré l'existence de plusieurs documents de politiques qui encouragent la maîtrise de la fécondité. On note également la persistance de barrières socio-culturelles pour l'accès des adolescentes /jeunes et des femmes non en union à la PF.

2.2.3.1 Typologie des initiatives

- La première initiative intitulée : *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*, en cours de mise en œuvre dans sa phase 2 sur l'ensemble du territoire national par la Coalition des Organisation de la Société Civile pour la Planification Familiale au Sénégal comme objectif principal de contribuer à l'amélioration de la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent par le biais de l'amélioration du cadre réglementaire et la mobilisation de ressources domestiques dans les collectivités

territoriales en faveur de la SRPF au Sénégal. Spécifiquement, l'initiative prévoit des actions pour : (i) Amener l'Etat du Sénégal à signer le décret d'application de la loi sur la santé de la reproduction d'ici 2023 ; (ii) Amener les collectivités territoriales à accroître le financement de la santé des adolescents et des jeunes d'ici 2023.

Cette initiative se déroule dans 9 pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) avec le financement d'AmplifyChange. Démarrée en juin 2021, cette phase se termine en juin 2023.

- La deuxième initiative intitulée : *Plaidoyer pour la vulgarisation de l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou*, mise en œuvre de 2019 à 2021 par l'Alliance des Religieux et Coutumiers en Santé Population et Développement (ARC/SPD) avec l'appui financier et technique de l'UNFPA et le Ministère de la Femme, de Famille et de la Protection des Groupes Vulnérables. Son principal objectif est de mobiliser les leaders religieux et les acteurs au niveau communautaire en vue d'accroître les actions de sensibilisation et de plaidoyer mais également de mieux vulgariser l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou. Malgré la prise de conscience de la nouvelle génération qui s'approprie le combat, la réticence de certains leaders religieux constitue une menace pour cette initiative.

- La troisième initiative intitulée : *Projet de plaidoyer et de communication en faveur de la SRMNIA dans le contexte de COVID 19*, mise en œuvre en 2021 par la Coalition des Organisation de la Société Civile pour la Planification Familiale au Sénégal avec le financement de IntraHealth International. Son objectif était d'amener le gouvernement à respecter ses engagements dans le cadre du plan de contingence de la DSME pour assurer la disponibilité et l'utilisation continues des services SRMNIA dans le contexte de COVID 19. La hausse des cas de contamination COVID 19 constitue pour cette initiative une menace.

- La quatrième initiative intitulée « *Projet FSP-I – DSSR : Promouvoir l'égalité fille-garçon et la santé sexuelle et reproductive des adolescentes et jeunes scolarisés et non scolarisés au Sénégal et au Togo* » a été mise en œuvre de 2019 à 2021 au Sénégal par l'ONG ENDA Santé. Son objectif principal de contribuer à promouvoir l'égalité fille-garçon et la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes filles au Sénégal et au Togo. Elle est axée sur deux composantes à savoir : (i) promouvoir l'accès aux services de SSR via les secteurs non formels et renforcer les capacités de plaidoyer pour les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des jeunes au Sénégal et au Togo ; (ii) : renforcer les capacités pour mettre en œuvre des politiques éducatives favorisant l'égalité fille-garçon par l'éducation complète à la sexualité (ECS) et la réponse aux violences de genre en milieu scolaire (VGMS) au Sénégal et au Togo. Elle est financée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

- La cinquième initiative intitulée : *Projet de promotion de la santé de la reproduction des adolescents et jeunes au Sénégal*, en cours de mise en œuvre par l'organisation Action et

Développement (AcDev) avec le financement de l'ONG IAMANEH-Suisse Son objectif est de contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents. Elle permet de : (i) développer la capacité d'agir des jeunes afin qu'ils soient les artisans et responsables de leur développement en général et SSR en particulier, (ii) faire le plaidoyer auprès des pouvoirs publics, partenaires au développement, collectivités locales pour le renforcement des financements destinés à la promotion et à la pérennisation à travers des stratégies novatrices en matière d'offre de services de SSRAJ et (iii) d'accroître l'accès et l'utilisation des services adaptés de SSRAJ à travers des interventions fixes et mobiles dans les quartiers périphériques et lors des grands événements.

Sur les cinq (05) initiatives recensées au Sénégal, deux (02) sont en cours de mise en œuvre :

- ☞ *Projet de promotion de la santé de la reproduction des adolescents et jeunes au Sénégal*
- ☞ *Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe*

2.2.3.2 Répartition géographique des initiatives

Tableau 11: Répartition géographique des initiatives au Sénégal

N°	Initiative	Provinciale	Régionale	Nationale
1	Projet de plaidoyer et de communication en faveur de la SRMNIA dans le contexte de COVID 19	X	X	
2	Plaidoyer pour la vulgarisation de l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou		X	
3	Projet de promotion de la santé de la reproduction des adolescents et jeunes au Sénégal	X	X	
4	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe (Phase 2)			X
5	Projet FSP-I – DSSR « Promouvoir l'égalité fille-garçon et la santé sexuelle et reproductive des adolescentes et jeunes scolarisés et non scolarisés au Sénégal et au Togo »		X	

2.3 Récapitulatif des forces et des faiblesses des initiatives de plaidoyer dans les pays

Pour les initiatives répertoriées, on note des forces et des faiblesses :

- ❖ Forces
 - La crédibilité et la représentativité de la structure
 - La capacité de mise en œuvre
 - L'implication des cibles dans les processus de mise en œuvre des initiatives
 - Existence d'un accord de collaboration avec le Gouvernement

- La bonne collaboration avec l'ensemble des parties prenantes
- ❖ Faiblesses
 - Difficulté à obtenir l'adhésion des parents
 - Faible mobilisation de ressources internes
 - Difficulté de durabilité des initiatives entravant ainsi la pérennisation des interventions

Conclusion et recommandations

Au terme de cette étude, trente-cinq (35) initiatives de plaidoyer dans le domaine des DSSR sont répertoriées dont dix-sept (17) sont en cours d'exécution. Il ressort que ces actions de plaidoyer sont diversifiées dans chacun des quatre (04) pays. Mais il est important que ces différentes actions puissent être coordonnées au niveau de chaque pays.

Et quand ce sont les mêmes besoins qui sont exprimés par les différents partenaires, il y a une dispersion d'énergie. La mutualisation des ressources devrait permettre d'avoir des gains rapides. Ainsi, les organisations qui veulent faire du plaidoyer sur des thématiques similaires pourraient mettre ensemble leur ressource pour faire le suivi de ces actions de plaidoyer mises en œuvre.

Les initiatives recensées dans ce document devraient servir aux organisations des quatre (04) pays dans leur travail dans le domaine des DSSR.

Bien que dans les quatre (04) pays, des efforts soient consentis dans le domaine des DSSR, il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire pour la jouissance de ces droits par les bénéficiaires.

A cet effet, des recommandations suivantes sont indispensables pour contribuer à améliorer les DSSR dans chacun des quatre (04) pays.

- ❖ Pour la Guinée, accentuer le plaidoyer :
 - ✓ en faveur du leadership du ministère de la santé liée à l'importance de la PF et aux pesanteurs socioculturelles parmi les cadres du ministère de la santé,
 - ✓ pour l'implication des ministères connexes, des institutions et du secteur privé en faveur de la PF,
 - ✓ pour l'application des textes législatifs et réglementaires en faveur de la SR/PF,
 - ✓ pour le financement domestique de la PF,
 - ✓ pour réduire les pesanteurs socio-culturelles, particulièrement les inégalités de genre,
 - ✓ pour la connaissance des lois en matière de DSSR par les communautés.
- ❖ Pour le Mali continuer le Plaidoyer :
 - ✓ en faveur de la loi contre la pratique des MGF,
 - ✓ pour l'engagement des leaders (religieux, communautaires et politiques) dans la promotion des DSSR,
 - ✓ pour le suivi des engagements pris par l'Etat en faveur des DSSR.
- ❖ Pour le Niger, il est recommandé de continuer les actions de plaidoyer pour :
 - ✓ L'élimination des mariages précoces et des grossesses des enfants

- ✓ L'implication des leaders coutumiers et religieux en faveur de la nécessité d'une éducation complète à la sexualité à tous les niveaux
 - ✓ La responsabilité de l'Etat en faveur de la participation des jeunes et de l'intégration des questions relatives à la jeunesse dans les politiques, plans et programmes
 - ✓ L'augmentation des ressources domestiques pour la sécurisation des produits contraceptifs,
 - ✓ La promotion des textes législatifs en faveur de la santé sexuelle et de la reproduction
- ❖ Pour le Sénégal, il s'agit notamment de continuer les actions de Plaidoyer pour :
- ✓ améliorer le cadre juridique notamment l'harmonisation des politiques de santé et l'augmentation des financements domestiques pour la Planification Familiale,
 - ✓ l'intégration de modules spécifique à la prise en charge des adolescents et jeunes dans la formation initiale des prestataires,
 - ✓ la signature des décrets autorisant l'exercice de la PF dans le secteur privé,
 - ✓ le décret d'application de la loi SR.

Il est recommandé aux quatre (04) pays de l'étude d'initier des actions de plaidoyer dans le domaine des DSSR au profit des couches les plus vulnérables en particulier les adolescents, les jeunes, les femmes et les personnes handicapées sans oublier la mobilisation des ressources endogènes pour financer les actions en faveur des DSSR.

1- NOTE TECHNIQUE DE LA SUBVENTION PARTENARIAT AMPLIFYCHANGE

1.1 CONTEXTE

Fort de la réussite de la mise en œuvre de la Subvention Stratégique BR5S-UVKV-T8, le Consortium constitué de Conseils et Appui pour l'Education à la Base (**CAEB**), de la Coalition Régionale des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (**COSC/PF**) pour l'Afrique de l'Ouest Francophone et d'Ebenezer International (**EI**) a postulé avec succès le 20 juillet 2020 pour la deuxième phase de ladite subvention, sous le numéro E4HQ-2W3R-TV. Les expériences réussies avec AmplifyChange ont encouragé CAEB et Ebenezer International à postuler en Consortium au premier appel d'AmplifyChange pour la Subvention Partenariat, sous le numéro REQG-8JEY-HF. Le Consortium a reçu une notification d'attribution de ce financement à la date du 13 décembre 2021. Le montant total du budget est de 1 500 000 GBP, soit 1 155 375 000 F CFA et pour une durée de 3 ans, allant du 1^{er} juin 2022 au 31 Mai 2025, avec **CAEB** comme lead.

Cette subvention donne l'opportunité aux organisations membres dudit consortium d'assurer l'octroi de subventions à de plus petites OSC pour promouvoir des initiatives de DSSR menées localement et faciliter le renforcement de leurs capacités institutionnelles et managériales. En outre, elle permettra d'assurer le renforcement des capacités des petites OSC en matière de mobilisation des ressources et de mise en réseau des OSC, de communication sur les résultats programmatiques et leurs impacts, la promotion des connaissances pour l'appui au plaidoyer auprès des OSC bénéficiaires dans les 4 pays retenus en Afrique de l'Ouest francophone (Mali, Guinée, Niger, Sénégal).

Le consortium collaborera avec les coalitions de la société civile, les partenaires techniques et financiers pertinents et les autorités gouvernementales dans les pays d'intervention de la subvention pour créer une synergie des efforts nationaux et régionaux de plaidoyer et de lobbying des petites OSC en faveur des DSSR.

1.2 DEFIS LIES A LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES PETITES OSC A LA CONCEPTION ET AU PILOTAGE DES PROJETS DSSR

CAEB et Ebenezer International ont travaillé en consortium avec les 9 pays du Partenariat de Ouagadougou dans le cadre de précédentes subventions Stratégiques d'AmplifyChange (Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger, Côte d'Ivoire, Togo, Benin, Mauritanie, Sénégal). Ces pays ont réalisé beaucoup de progrès pour améliorer les prestations de services et la fourniture de produits DSSR aux couches vulnérables. Ils ont aussi produit les « Plans d'action nationaux budgétisés pour la planification familiale » (PANB/PF) avec des composantes de plaidoyer importantes pour les OSC à tous les niveaux.

Ce projet fournira aux petites OSC des ressources pour mettre en œuvre des priorités nationales de plaidoyer alignées sur le PANB/PF au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal. Il contribuera à lever les défis spécifiques auxquels les petites OSC sont confrontées dans la poursuite de leurs efforts de promotion et de plaidoyer en faveur des DSSR, à savoir :

1. La difficulté d'accès aux financements à court et à moyen termes pour les petites OSC ;
2. Les défis liés à la constitution des consortiums incluant de petites OPH et OSC pour réaliser des projets DSSR ;
3. La portée des projets DSSR essentiellement limitée aux zones urbaines, les zones rurales bénéficiant de peu d'attention et de moyens limités ;
4. L'insuffisance ou le manque de données sur les DSSR dans les communautés ;
5. L'accès très limité aux ressources par les petites OPH pour le plaidoyer en faveur des DSSR et la mobilisation communautaire ;
6. La faible capacité institutionnelle et organisationnelle des petites OSC ;

7. L'impact négatif du COVID 19 sur les ressources et les activités des OSC travaillant sur les DSSR ;
8. Le besoin crucial de l'assistance technique pour renforcer les capacités des agents étatiques et des communautés à promouvoir les DSSR au niveau infranational (préfectoral et communal).

1.3 Objectif de la Subvention Partenariat

L'objectif de cette subvention est triple :

- 1) assurer l'octroi de subventions aux petites OSC soutenant des initiatives pour le plaidoyer local en matière de DSSR ;
- 2) fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaidoyer des petites OSC ;
- 3) faciliter le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien aux petites OSC en termes de capacités institutionnelles, de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau.

1.4 Résultats attendus de la Subvention Partenariat

Le projet est conçu pour renforcer les initiatives de plaidoyer des petites OSC aux niveaux national et infranational, avec comme principaux résultats :

- un accès accru et plus facile des petites OSC aux financements DSSR ;
- une meilleure allocation des ressources DSSR au niveau national et infranational;
- une planification rigoureuse du plaidoyer aux niveaux national et infranational;
- un engagement et une influence accrus des OSC sur les processus politiques et budgétaires ;
- les changements dans les politiques, les lois et les allocations budgétaires ;
- l'amélioration de la qualité et de l'analyse des données ;
- le renforcement de la capacité des petites OSC à plaider en faveur des DSSR,
- l'engagement accru d'alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements,
- le renforcement de la collaboration entre les OSC aux niveaux national et sous-régional en Afrique de l'Ouest;
- la mise en œuvre des idées nouvelles localement conçues, et les leçons apprises partagées ;
- la participation et le leadership accrus des groupes marginalisés dans les OSCs.

1.5 Zone géographique, région et pays d'intervention du Projet

Le projet est mis en œuvre dans quatre pays de la région Afrique de l'Ouest de l'Afrique Subsaharienne, à savoir la Guinée, le Mali, le Niger, et le Sénégal.

1.6 Rôles et responsabilités au sein du Consortium

Entre les membres du Consortium, la répartition du travail est faite comme suite :

La gestion financière et comptable, le suivi, l'évaluation et le rapportage à AmplifyChange seront mis en œuvre par **Conseils et Appui pour l'Education à la Base (C.A.E.B.)**. Aussi, CAEB va assurer l'octroi de subventions à de plus petites OSC pour promouvoir des initiatives de DSSR menées localement et faciliter le renforcement des capacités institutionnelles et managériales dans les 4 pays retenus en Afrique de l'Ouest francophone (Mali, Guinée, Niger, Sénégal). CAEB assurera le rôle de Leader du Consortium et à ce titre, est le signataire de tous les documents régissant les relations de partenariat entre le Consortium et AmplifyChange.

Ebenezer International mènera les études et recherches pour la production et la diffusion d'une base de données factuelles en vue d'appuyer le plaidoyer, y compris la cartographie des principaux canaux de financement de la santé sexuelle et reproductive et les initiatives de plaidoyer financées par pays au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal. Aussi, elle facilitera la conception et le financement des initiatives de partage d'expérience, d'apprentissage et de mise en réseau des dirigeants des OSC. Enfin, **Ebenezer International** assurera le renforcement des capacités des petites OSC en matière de mobilisation des ressources et de mise en réseau des OSC bénéficiaires, de communication sur les résultats programmatiques et leurs impacts, la promotion des connaissances pour l'appui au plaidoyer

auprès des OSC bénéficiaires dans les 4 pays retenus en Afrique de l'Ouest francophone (Mali, Guinée, Niger, Sénégal).

2- OBJECTIFS, ATTENTES ET PROFIL RECHERCHE POUR L'ETUDE

2.1 But et objectifs de l'Etude

But de l'étude

Le but de l'étude est de réaliser une cartographie la plus exhaustive possible des initiatives de plaidoyer DSSR en cours par des acteurs clefs du secteur DSSR (gouvernements nationaux et locaux, OSC, ONG nationales et internationales, partenaires techniques et financiers) au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal. Les résultats de l'étude seront diffusés avec les parties prenantes des DSSR, et en particulier les petites OSC bénéficiaires de la Subvention Partenariat.

En effet, si les plus petites OSC bénéficiaires de la Subvention Partenariat ne sont pas au courant des autres initiatives de plaidoyer en cours en matière de DSSR dans leurs contextes respectifs au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal, elles pourraient dupliquer les efforts et gaspiller les maigres ressources disponibles dans ce processus. Leurs initiatives de plaidoyer ne contribueront pas à la synergie des efforts visant à lever les obstacles majeurs à la jouissance des DSSR par les populations vulnérables dans leurs contextes.

Les deux objectifs de l'étude sont :

- ✚ **Cartographie des initiatives de plaidoyer DSSR en cours par différents acteurs clefs du secteur DSSR (gouvernements nationaux et locaux, OSC, ONG nationales et internationales, partenaires techniques et financiers) au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal.**

Ce volet de l'étude vise à faire un résumé des stratégies pertinentes de plaidoyer du secteur DSSR par pays. Pour chaque initiative de plaidoyer, le consultant identifiera les composantes suivantes de la stratégie de plaidoyer : But, objectifs, indicateurs de réussite, moyens d'évaluation, cibles, alliés, opportunités, méthodes et actions, risques et hypothèses, calendrier/période d'intervention, organisation et personne responsable.

Le nombre d'initiatives de plaidoyer des acteurs clefs du secteur DSSR par pays, par catégorie (gouvernement, OSC, ONG, PTF...) et par niveau d'intervention (national, régional, préfectoral, municipal) sera déterminé de commun accord avec la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International.

- ✚ **Travailler en étroite collaboration avec la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International.**

Cette collaboration vise à identifier et à collaborer efficacement avec les parties prenantes clefs du secteur DSSR dans le processus de la Consultation.

2.2 Résultats attendus

- Le rapport de la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal, avec au moins 5 pages de résumé analytique par pays, soit 20 pages au total). Un tableau sera annexé pour inclure les détails des composantes de la stratégie de plaidoyer par initiative incluse.

- Un rapport synthétique de 3 pages maximum présentant le déroulement de l'étude.

2.3 Activités à réaliser

- Identifier et soumettre à l'approbation d'Ebenezer International les principales initiatives de plaidoyer et les organisations responsables desdites initiatives à inclure dans l'étude ;
- Concevoir les formulaires appropriés pour la collecte des données et les faire valider par Ebenezer International, sur la base de la Proposition Technique du Projet ;
- Recueillir les informations et la documentation pertinentes auprès des parties prenantes des DSSR retenues et procéder à leur analyse et synthèse ;
- Proposer et faire valider un canevas de rédaction du rapport final par la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International au moins 15 jours avant sa soumission, sur la base de la Proposition Technique du Projet ;
- Rédiger en français le rapport final de l'étude, de même que le rapport synthétique du déroulement de l'étude à soumettre à la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International ;
- Réaliser les différentes phases de l'étude dans les délais requis, tout en assurant une qualité supérieure des livrables.

2.4 Profil recherché

Le/la consultant(e) doit répondre aux critères ci-dessous :

- Avoir un Master 2 ou équivalent en politiques publiques, santé publique, sciences politiques ou autre domaine connexe ;
- Démontrer une grande expertise des conventions et protocoles internationales, de même que les lois, politiques stratégies internationales, régionales, sous régionales et nationales en lien avec les DSSR ;
- Avoir une expérience pertinente et démontrable dans le domaine du plaidoyer et / ou du renforcement des politiques publiques et du cadre législatif ;
- Avoir une expérience démontrable dans la pratique des DSSR et en lien avec les réformes en la matière ;
- Avoir une expérience significative dans l'utilisation de méthodologies objectives, scientifiquement et juridiquement acceptables, pour la conduite d'études aux niveaux international, régional ou sous régional ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive ;
- Avoir un réseau professionnel établi dans le secteur des DSSR autant au niveau national et local que régional en Afrique de l'Ouest ;
- Être parfaitement francophone (écrire et parler correctement le français) ;
- Connaître le Partenariat de Ouagadougou, ses réalisations, ses défis et enjeux serait un atout ;
- Avoir une expérience de travail dans les pays du Partenariat de Ouagadougou serait un atout ;
- Faire preuve de diplomatie et de discrétion de manière appropriée et prouver sa capacité à gérer les informations sensibles avec précaution ;
- Excellentes qualités interpersonnelles et capacité à communiquer efficacement avec des publics variés ;
- Excellentes capacités d'analyse, de synthèse et compétences pour la production de livrables (rapport d'études, etc.) de haute qualité.

2.5 Durée de la consultation

Quarante-cinq (45) jours de travail entre le 15 Juillet 2022 et le 15 Octobre 2022 seront nécessaires pour cette consultation et qui pourrait être répartis ainsi :

- **Première phase : démarrage de la consultation** - 5 jours de travail pendant lesquels le consultant aura à prendre connaissance du projet et de ses parties prenantes. Le consultant suggéra une liste d'initiatives de plaidoyer par catégorie d'acteurs et par niveau d'interventions pour chaque pays qui sera approuvée par Ebenezer International. Il établira une relation de travail cordiale avec les organisations retenues par pays (Mali, Guinée, Niger, Sénégal) dans le cadre de l'étude.
- **Deuxième phase : collecte et analyse des données** – 20 jours de travail pendant lesquels le consultant procédera à la recherche documentaire, aux échanges avec les parties prenantes pertinentes, à la collecte des données et à l'analyse des informations et données collectées.
- **Troisième phase : Production des drafts des rapports** - 12 jours de travail pendant lesquels le consultant produira et partagera le premier draft du rapport avec la Direction des Programmes d'Ebenezer International pour ses commentaires et suggestions à prendre en compte dans la version finale du rapport.
- **Quatrième phase : Production et soumission du rapport final** - 8 jours de travail pendant lesquels le consultant produira le rapport final intégrant les feed-back de la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International au plus tard le Lundi 17 Octobre 2022 à 16 heures GMT pour validation définitive.

2.6 Rémunération : à négocier à la signature du contrat.

Le paiement de livrables sera effectué selon les termes indiqués dans le contrat de mission et, après réception et validation des produits livrables par la Direction des Programmes Internationaux d'Ebenezer International.

Annexe 1 : Récapitulatif des initiatives de plaidoyer en faveur des DSSR dans les quatre pays

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°1 : Guinée

Structure de mise en œuvre : PLAN INTERNATIONAL GUINEE	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	« Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest » « Ma santé, Mes droits » comme slogan.
But	Contribuer à ce que les systèmes de santé publics et communautaires de six pays d'Afrique de l'Ouest fournissent aux adolescents, en particulier aux filles, une éducation sexuelle de qualité ainsi que des informations et des services en matière de SDRS (santé et droits sexuels et reproductifs) adaptés aux adolescents, dans un environnement propice et sûr
Objectifs	Objectif spécifique 1: Engagement et mise en œuvre d'un ECS de qualité au niveau des politiques, des écoles, des communautés et des ménages, en renforçant l'ECS formelle et informelle pour les filles et les garçons de 10 à 19 ans Objectif spécifique 2: Amélioration de l'offre et de la qualité des services de SDRS accessibles, inclusifs et adaptés aux adolescents et aux femmes, notamment en matière de contraception, de soins post-avortement et de santé maternelle. Objectif spécifique 3 : Renforcement de la collaboration et de l'apprentissage sud-sud entre les OSC axées sur les SDRS et dirigées par des femmes dans les pays cibles et au niveau régional
Indicateurs de réussite	L'intégration de l'ECS dans le curricula scolaire La prise en compte des Services Adaptés aux Adolescents dans les centres de santé Le renforcement de la société civile par l'apprentissage Sud-Sud
Moyens d'évaluation	Le cadre logique, le rapport de mesure des progrès et les base des données de suivi des indicateurs. Il y a aussi des supervisions conjointes qui sont prévues avec le Ministère de la santé et l'éducation. Aussi le projet étant multi pays couvrant 6 pays (Guinée, Guinée Bissau, Sierra Leone, Togo, Burkina et le Bénin), il est prévu des réunions et voyages d'échanges pour partager les expériences
Cibles	Des adolescents, enseignants, prestataires de soins, paires éducateurs
Alliés	ONG de mise en œuvre (ABEF), les cadres des Ministères de la santé et de l'éducation, les OSC
Opportunités	Plan a à son actif un fort réseau de partenariat avec les autres PTFs
Méthodes et actions	Promouvoir les droits universels à la santé sexuelle et reproductive des adolescents
Risques et hypothèses	La situation socio politique, les crises sanitaires pourraient être des menaces
Calendrier/ période d'intervention	Juillet 2022 à Juillet 2025
Personne responsable	ONG AGBEF

Structure de mise en œuvre : Fédération Guinéenne pour la promotion des associations de personnes handicapées (FEGUIPAH)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Plaidoyer auprès des agents de santé sur l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé reproductive.
But	Augmenter la fréquentation des structures sanitaires chez les filles et les femmes handicapées
Objectifs	Rendre accessibles les infrastructures sanitaires ; Former le personnel d'accueil au niveau des structures de santé ; Lutter contre les préjugés à l'encontre des personnes handicapées en général et des filles et femmes handicapées en particulier ; encourager les filles et les femmes handicapées à fréquenter les structures sanitaires.
Indicateurs de réussite	Des infrastructures adaptées (accessibles) ; un personnel accueillant et bienveillant ; fréquentation des structures sanitaires en hausse.
Moyens d'évaluation	Documents (rapports et photos)
Cibles	Filles et femmes handicapées
Alliés	Etat, OPH, OSC, médias
Opportunités	Environnement favorable ; Ressources humaines disponibles ; Groupes cibles acquis à la cause ; Logistiques limités.
Méthodes et actions	Plaidoyers et sensibilisations
Risques et hypothèses	Mouvements sociopolitiques ; Phénomènes naturels.
Calendrier/ période d'intervention	2018- 2019
Personne responsable	FEGUIPAH

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°3 : Guinée

Structure de mise en œuvre : Vision Médicale Guinée	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Education et prévention de la sexualité précoce en milieu scolaire à Conakry
But	Contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive en milieu scolaire à travers l'éducation
Objectifs	<p>Amener au moins 2600 élèves à prendre conscience et à être prêts pour changer de comportement à partir des informations reçues ;</p> <p>Obtenir l'engagement d'au moins 10% des participants aux séances d'animation et causeries éducatives à servir de relais pour poursuivre la sensibilisation et l'information autour d'eux ;</p> <p>Informés au moins 2600 élèves jeunes sur les différents modes de protection contre les grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles.</p>
Indicateurs de réussite	<p>Nombre personne éduquer à la sexualité : nous avons réussi à toucher 10000 personnes au lieu de 2600 initialement prévues</p> <p>Mise en place des clubs d'éducation sexuelle dans les écoles ciblées : ce qui nous permet de créer un impact pérenne après notre passage.</p> <p>Réalisation du projet durant trois années consécutives.</p>
Moyens d'évaluation	<p>Prise de contact avec les encadreurs des cinq (5) établissements publiques identifiés d'accueillir le projet.</p> <p>Planification et programmation des activités prévues sans impacter le calendrier scolaire.</p> <p>Implication des parents à travers les bureaux D'APEAE des différents établissements concernés.</p> <p>Conception des supports de communication rattachés au sujet</p>
Cibles	Jeunes
Alliés	Enseignants
Opportunités	<p>Possibilité de toucher un plus grand nombre de cible et les éduquer à une sexualité saine</p> <p>Participer à l'éducation sexuelle d'un grand nombre de personne</p> <p>Réduire les infections sexuellement transmissibles et les grossesses non désirées en milieu scolaire</p>
Méthodes et actions	<p>Nombre personne éduquer à la sexualité</p> <p>Existence d'un moyen de pérennisation du projet</p>
Risques et hypothèses	<p>Absence de moyens financiers</p> <p>La non adhésion des autorités éducatives</p> <p>La réticence de la majorité de la population cible au vu du projet.</p>
Calendrier/ période d'intervention	2018 -2020
Personne responsable	ONG Vision Médicale Guinée et la Jeune Chambre Internationale

Structure de mise en œuvre : Direction Nationale Promotion Féminine et Genre	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Programme conjoint pour l'élimination des MGF
But	Contribuer à l'élimination de la violation des droits humains des femmes et des filles notamment de leurs droits à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique
Objectifs	Permettre aux mères et aux familles d'agir individuellement et indépendamment de leur réseau de solidarité traditionnel ; Permettre aux mères/familles d'acquérir davantage de capital social et économique, et culturel ; Permettre aux mères/familles d'avoir du contrôle sur l'intégrité corporelle de leurs filles.
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapport
Cibles	Filles de 0 à 14 ans
Alliés	PTF (UNFPA, UNICEF, Plan International, GIZ) Nouvelles ONGs communautaires Mères et les familles Femmes mentors et les hommes modèles dans les communautés
Opportunités	Existence des OSC et des PTF
Méthodes et actions	Plaidoyer au niveau communautaire Information et sensibilisation par les médias Coordination globale des interventions
Risques et hypothèses	Mouvements sociopolitiques
Calendrier/ période d'intervention	En cours
Personne responsable	Point Focal Mutilation Génitale Féminine (MGF)

Structure de mise en œuvre : Ministère de la Santé et de L'Hygiène Publique	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Amélioration de la santé reproductive des personnes à mobilité réduite / Handicapées expérience pilote à Conakry
But	Augmenter la fréquentation des structures sanitaires chez les filles et les femmes handicapées
Objectifs	Rendre accessibles les infrastructures sanitaires ; Former le personnel d'accueil au niveau des structures de santé ; Lutter contre les préjugés à l'encontre des personnes handicapées en général et des filles et femmes handicapées en particulier ; Encourager les filles et les femmes handicapées à fréquenter les structures sanitaires.
Indicateurs de réussite	Nombre d'infrastructure accessible Nombre de personnel d'accueil formé
Moyens d'évaluation	Suivi évaluation par Direction Nationale de la Santé Familiale et de la Nutrition
Cibles	Filles et femmes handicapées
Alliés	Etat, OSC, Médias
Opportunités	Existence des structures sanitaires
Méthodes et actions	Plaidoyers et sensibilisations pour le changement de mentalité des agents et du groupe cible, Adaptation des infrastructures
Risques et hypothèses	Instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2022
Personne responsable	Ministère De La Sante et de L'Hygiène Publique

Structure de mise en œuvre : Ministère de la Santé et de L'Hygiène Publique	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Campagne digitale sur la SDR des ado jeunes
But	Lever le tabou et briser les barrières culturelles sur la SSR
Objectifs	Avoir accès aux informations sur la SSR, Être acteur de sa santé sexuelle en prenant des décisions responsables Favoriser l'éradication de toutes formes de violences basées sur le genre.
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapports/ Récits
Cibles	Les femmes, les filles et les ados- jeunes
Alliés	OMS Autres PTF impliqués dans les DSSR OSC, Médias.
Opportunités	Loi SR
Méthodes et actions	Production des visuels Suivi et rapportage Plateforme Communication pour le changement social et comportemental en faveur des DSSR Organisation du forum
Risques et hypothèses	Instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2022
Personne responsable	Ministère de la Santé et de L'Hygiène Publique

Structure de mise en œuvre : Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs (PDSR) – « She décide »
But	Renforcer l'accessibilité aux droits reproductifs et sexuels pour les femmes & enfants, les adolescents et les jeunes
Objectifs	Appuyer les détenteurs de droits tant au niveau individuel que collectif (groupements, associations, clubs, fondations, plateformes, réseaux). Assurer les droits sexuels et reproductifs par une offre de services complets et de qualité tant sur la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) que sur les Violences Basées sur le Genre (VBG)
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Les détenteurs de droits Les porteurs d'obligations ; responsables et autorités les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilité
Alliés	OSC/ONG's, les Hôpitaux, Centres de Santé (publics-associatifs-privés), les Agents de Santé Communautaires, les structures scolaires GIZ, Plan International, JHPiego, Engender Health, Health-Focus, UNFPA,
Opportunités	Loi SR, Existence des partenaires
Méthodes et actions	Mobilisation et la gestion du financement coordination multisectorielle et le suivi évaluation à travers le FBR
Risques et hypothèses	Les barrières socio-culturelles, l'instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2019 - 2023
Personne responsable	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique et le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°8 : Guinée

Structure de mise en œuvre : Directions préfectorales et communales de la Jeunesse et de l'Education	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Mise en place d'une approche d'éducation complète de la sexualité pour les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilités
But	Contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive
Objectifs	Sensibilisation et information des élèves et des étudiants sur les VBG ; Elaboration des curricula pour enseignement des DSSR à l'école et dans les CECOJE
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Les jeunes scolarisés ou non scolarisés ou en situation de vulnérabilités
Alliés	Direction Nationale de la Jeunesse et des Activités Socio-Educative ; Les organisations de la jeunesse ; Le corps enseignants
Opportunités	Engagement des enseignants
Méthodes et actions	Modules de formation sur la sexualité dans les écoles et dans les CECOJE Accès aux programmes télévisés des DSSR dans les différentes langues du Pays
Risques et hypothèses	Les barrières socio-culturelles, l'instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2019- 2023
Personne responsable	Directions préfectorales et communales de la Jeunesse et de l'Education

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile, AGBEF	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Plaidoyer pour la réhabilitation de 20 des 38 Centres d'Écoute et d'orientation des Jeunes, la prise en compte de leur équipement et la mise à disposition d'un personnel qualifié dans les tous les centres du pays
But	Améliorer l'accès des ados/jeunes aux services conviviaux sur toute l'étendue du territoire particulièrement dans les CECOJE
Objectifs	Créer une ligne budgétaire pour l'équipement des 38 « CECOJE » en services conviviaux ; Réduire le taux de mortalité maternelle et infanto – juvénile, les grossesses non désirées et les IST/VIH/SIDA chez les adolescents et les jeunes.
Indicateurs de réussite	Des infrastructures adaptées (accessibles) Paquet minimum de service
Moyens d'évaluation	Documents (rapports et photos)
Cibles	les adolescents et les jeunes.
Alliés	Personnels de Santé ; PTF (UNFPA, Plan international Guinée,,) ; Secteur privé.
Opportunités	Accompagnement des partenaires
Méthodes et actions	Equipement et mise à disposition d'un personnel qualifié Signature officielle du document de plaidoyer par son Excellence Mr le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique
Risques et hypothèses	L'instabilité socio-politique et la calamité naturelle
Calendrier/ période d'intervention	2022
Personne responsable	Coalition des Organisations de la Société Civile, AGBEF

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour la promotion de la santé et le repositionnement de la planification familiale	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Faire le plaidoyer et aider à façonner la politique et la stratégie sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange
Objectifs	Faire le plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux de la Guinée ; Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques en Guinée
Indicateurs de réussite	La violence basée sur le genre L'accès à des services complets de santé reproductive Adresser les causes de l'avortement à risque Santé sexuelle des jeunes et des filles Contester la stigmatisation, la discrimination, les attitudes et les lois
Moyens d'évaluation	Supervision conjointe du responsable de projet et les membre de la Coalition
Cibles	Etat
Alliés	OSC
Opportunités	PANBPF
Méthodes et actions	Actions de plaidoyer
Risques et hypothèses	Pandémie, l'instabilité socio-politique et la calamité naturelle
Calendrier/ période d'intervention	2018 -2020
Personne responsable	Dr Gomor Emmanuel

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°11 : Guinée

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour la promotion de la santé et le repositionnement de la planification familiale	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Faire le plaidoyer et aider à façonner la politique et la stratégie sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange
Objectifs	Faire le plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux de la Guinée ; Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques en Guinée
Indicateurs de réussite	La violence basée sur le genre L'accès à des services complets de santé reproductive Adresser les causes de l'avortement à risque Santé sexuelle des jeunes et des filles Contester la stigmatisation, la discrimination, les attitudes et les lois
Moyens d'évaluation	Supervision conjointe du responsable de projet et les membre de la Coalition
Cibles	Etat
Alliés	OSC
Opportunités	Disponibilité de AmplifyChange à continuer le financement des DSSR
Méthodes et actions	Actions de plaidoyer
Risques et hypothèses	Pandémie, l'instabilité socio-politique et la calamité naturelle
Calendrier/ période d'intervention	2021 - 2023
Personne responsable	Expert Plaidoyer

Structure de mise en œuvre : Structures de soins déconcentrées	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Appui à la PEC médicale des VBG SR dans les structures sanitaires des zones à risque de la région sanitaire de Kankan.
But	Améliorer l'accès et l'utilisation des services de PEC des VBG dans les formations sanitaires et au niveau communautaire des zones à risque de Kankan.
Objectifs	Améliorer l'accès aux services ; Accroître le niveau de connaissance des adolescents et des jeunes sur la SSR et les VBG
Indicateurs de réussite	Nombre d'adolescents et jeunes touchés ; Nombre de structures offrant les services au profit des adolescents et jeunes
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Des filles, des femmes et des adolescentes et jeunes ;
Alliés	Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition (DNSF-N), Direction Préfectorale et Régionale de la Santé Partenaire UNFPA, Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition (DNSF-N), Direction Préfectorale et Régionale de la Santé Partenaire UNFPA
Opportunités	Existence des formations sanitaires et des partenaires
Méthodes et actions	Offre de services des soins au niveau des structures et communautés des zones à risque de Kankan.
Risques et hypothèses	Instabilité politique et sécuritaire
Calendrier/ période d'intervention	En cours
Personne responsable	Structures de soins déconcentrées

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°1 : Mali

Structure de mise en œuvre : Marie Stopes Mali	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Plaidoyer institutionnel dans le cadre de la révision des lois, législations et communautaire en faveur des DSSR
But	Révision des lois sur les DSSR
Objectifs	Création d'un environnement favorable, Protéger les prestataires et les bénéficiaires dans le cadre des DSSR ; Avoir un engagement constructif des hommes en faveur des DSSR, Avoir des documents stratégiques
Indicateurs de réussite	Les jeunes et Adolescents, Les femmes, Le TPC
Moyens d'évaluation	Les rapports d'activités
Cibles	Les autorités, les leaders communautaires etc....
Alliés	Les OSC, la SOMAGO, etc...
Opportunités	La disponibilité de PTF
Méthodes et actions	Le plaidoyer communautaire et institutionnel
Risques et hypothèses	Les barrières socio-culturelles, l'instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2019 - 2021
Personne responsable	Namory Traoré

Structure de mise en œuvre : ASDAP	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes/filles et les violences basées sur le genre au Mali
But	Contribuer à l'éradication des différentes formes de violences faites aux femmes et aux filles et à leur autonomisation au Mali
Objectifs	<p>Des programmes nationaux et/ou locaux basés sur des évidences sont élaborés pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, conformément aux standards internationaux, dans les milieux scolaires et hors de l'école ;</p> <p>Des plateformes communautaires de plaidoyer sont établies ou renforcées pour promouvoir des normes, attitudes et comportements favorables à l'égalité de genre, les droits à la SR des femmes et des filles, la masculinité positive, le renforcement de la confiance et l'estime de soi ;</p> <p>Les décideurs des institutions non étatiques compétentes et les leaders d'opinion clés sont mieux outillés pour plaider la mise en œuvre de la législation et des politiques visant à mettre fin aux VBG/pratiques néfastes et pour promouvoir les droits à la santé reproductive (SR) des femmes et des filles.</p>
Indicateurs de réussite	Taux de VBG
Moyens d'évaluation	Système de suivi/Evaluation mis en place (GPS, GVBIMS)
Cibles	Les décideurs, la population générale au bénéfice de la femme et de la fille
Alliés	Secteurs de la promotion de la femme, de la santé, de la sécurité et de la justice
Opportunités	Dispositifs existants, possibilité de refinancement, implication des services de l'Etat
Méthodes et actions	Lutte contre les VBG Plaidoyer CCSC Autonomisation de la femme et de la fille
Risques et hypothèses	Mauvaises interprétation, appels d'air
Calendrier/ période d'intervention	2020- 2022
Personne responsable	Boubacar Traoré

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°3 : Mali

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	LAYIDUMETRE outil de suivi des engagements du Mali
But	Mise en œuvre d'un outil social et d'un cadre de redevabilité entre le gouvernement et la société civile
Objectifs	Les responsables politiques respectent et mettent en œuvre l'ensemble des engagements politiques en matière de droits et santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes.
Indicateurs de réussite	Création et opérationnalisation de l'office nationale de la santé de la reproduction Intégration de l'outil LAYIDUMETRE dans le plan stratégique national sur la santé de la reproduction Adoption d'une loi en faveur des personnes en situation d'handicap Mise en place d'un comité de relecture de la loi SR 044
Moyens d'évaluation	Outil de suivi évaluation à travers la collecte de données DHS2, Track20, indicateurs sont évalués sur la plateforme AOC : Action orienté changement
Cibles	Etat
Alliés	Jeunes Ambassadeurs Les religieux (RIPOD et RECOTRADE) Le conseil national de transition Les membres de la coalition des OSC-PF du Mali
Opportunités	ONASR
Méthodes et actions	une plateforme en ligne qui répertorie les 16 engagements pris par le gouvernement malien en matière de DSSSRAJ (www.layidumetre.ml) Création de cadre d'interpellation et de plaidoyer par les jeunes auprès des décideurs politiques Création d'un cadre de dialogue et de collaboration entre les OSC et l'état sur les besoins spécifiques des adolescents et jeunes Collaboration avec les hommes de culture, les juristes, les médias pour des actions de plaidoyers autour des droits sexuels et reproductifs des adolescents et jeunes
Risques et hypothèses	Instabilité politique et sécuritaire
Calendrier/ période d'intervention	Octobre 2019 - Décembre 2022
Personne responsable	Mme Sané Demba N'Diaye

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Faire le plaidoyer et aider à façonner la politique et la stratégie sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange
Objectifs	<p>Faire le plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ;</p> <p>Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso)</p>
Indicateurs de réussite	<p>Renforcement des capacités des OSC sur les processus politiques et budgétaires, le plaidoyer, le lancement d'alerte sur les questions de DSSR</p> <p>Actions de plaidoyer sur la loi SR et les allocations budgétaires en faveur des DSSR,</p> <p>L'amélioration de la qualité des données et de l'analyse qui permettent aux défenseurs des droits d'utiliser l'évidence pour soutenir leur travail à travers les études,</p> <p>Un engagement accru des alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements (mairies, ASACO etc, à travers les fora au niveau local et national) ;</p> <p>Renforcement de la collaboration entre les OSC et les leaders communautaires</p>
Moyens d'évaluation	Rapports d'activités, activités de suivi supervision
Cibles	OSC, Gouvernement, mairies, Associations de santé communautaires, journalistes, communicateurs traditionnels, jeunes etc..
Alliés	Services techniques de l'Etat, ONGs internationales, PTFs, leaders religieux
Opportunités	Disponibilité de AmplifyChange à continuer le financement des DSSR, Création de l'ONSR qui peut faciliter d'avantage la mise en œuvre des activités de DSSR
Méthodes et actions	<p>Formation des OSC sur le processus budgétaire, le lancement d'alerte,</p> <p>Organisation de forum au niveau local et national,</p> <p>Elaboration et mise en œuvre de plan de plaidoyer,</p> <p>Renforcement de la synergie entre les OSC et l'Etat,</p> <p>Elaboration de projets pour soumission au niveau des partenaires techniques et financiers</p>
Risques et hypothèses	Les pandémies, la dégradation de la situation sociopolitique et sécuritaire
Calendrier/ période d'intervention	2018 -2020
Personne responsable	Expert Plaidoyer

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale (COCS/PF)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Faire le plaidoyer et aider à façonner la politique et la stratégie sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange
Objectifs	<p>Faire le plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ;</p> <p>Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso)</p>
Indicateurs de réussite	<p>Renforcement des capacités des OSC sur les processus politiques et budgétaires, le plaidoyer, le lancement d'alerte sur les questions de DSSR</p> <p>Actions de plaidoyer sur la loi SR et les allocations budgétaires en faveur des DSSR,</p> <p>L'amélioration de la qualité des données et de l'analyse qui permettent aux défenseurs des droits d'utiliser l'évidence pour soutenir leur travail à travers les études,</p> <p>Un engagement accru des alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements (mairies, ASACO etc, à travers les fora au niveau local et national)</p> <p>Renforcement de la collaboration entre les OSC et les leaders communautaires.</p>
Moyens d'évaluation	Rapports d'activités, activités de suivi supervision
Cibles	OSC, Gouvernement, mairies, Associations de santé communautaires, journalistes, communicateurs traditionnels, jeunes etc..
Alliés	Services techniques de l'Etat, ONGs internationales, PTFs, leaders religieux
Opportunités	Disponibilité de AmplifyChange à continuer le financement des DSSR, Création de l'ONSR qui peut faciliter d'avantage la mise en œuvre des activités de DSSR
Méthodes et actions	<p>Formation des OSC sur le processus budgétaire, le lancement d'alerte,</p> <p>Organisation de forum au niveau local et national,</p> <p>Elaboration et mise en œuvre de plan de plaidoyer,</p> <p>Renforcement de la synergie entre les OSC et l'Etat,</p> <p>Elaboration de projets pour soumission au niveau des partenaires techniques et financiers</p>
Risques et hypothèses	Les pandémies, la dégradation de la situation sociopolitique et sécuritaire
Calendrier/ période d'intervention	2021 - 2023
Personne responsable	Younouss DICKO

Structure de mise en œuvre : Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (JL/SRAJ)
But	Contribuer à l'amélioration des indicateurs de santé en général et ceux de la SSRAJ en particulier par une meilleure information et une plus grande liberté de choix concernant leur santé reproductive et sexuelle
Objectifs	Au moins 1 000 000 de jeunes et adolescents (filles et garçons) sont touchés par les informations saines et appropriées en matière de santé de la reproduction d'ici à fin 2024 dans les régions de Mopti, Ségou ; Au moins 40% des jeunes touchés par l'information (soient 400 000 jeunes) ont accès aux services complets et conviviaux adaptés aux besoins, dans les zones d'intervention, d'ici à 2024 ; Existence d'une dynamique organisationnelle et de leadership et jeunes dont au moins de filles et soutenir les jeunes leaders et les acteurs de la société civile dans leurs initiatives de changement social positif et de comportement dans les zones d'intervention du programme d'ici 2024
Indicateurs de réussite	Le nombre de groupes EPC Jeunes mis en place et fonctionnels, le nombre d'adolescents et jeunes (filles-garçons) âgés de 10 à 24 ans ayant reçu des informations correctes en matière de santé de la reproduction, nombre de jeunes leaders (filles-garçons) formés et qui participent activement à la promotion de la santé sexuelles et reproductive
Moyens d'évaluation	Collecte de données mensuelles, fiche de suivi des sessions de formation/recyclage, fiche de synthèse des résultats du suivi
Cibles	Jeunes et adolescent/es de 10-24 ans dans les zones d'intervention
Alliés	Cordaid
Opportunités	Les CSCOM et les CSREF des zones d'intervention du projet
Méthodes et actions	Collaboration avec les services publics, les OSC, les collectivités, les leaders religieux et les services des jeunes Plaidoyer auprès des décideurs pour changer des pratiques, comportements et attitudes néfaste sur leur santé reproductive et droits sexuels Mobilisation des épargnes, d'entreprendre des activités économiques afin de faire face aux besoins des adolescents et des jeunes Utilisation de n l'approche « Epargner Pour le Changement » ou EPC Utilisation des groupes EPC comme porte d'entrée pour que les jeunes puissent recevoir des formations sur la SR/PF et les autres thématiques ciblées par le programme (plaidoyer, Compétences de vie courante-CVC et Compétences complémentaires en SR PF)
Risques et hypothèses	Sans un partenariat dynamique et durable
Calendrier/ période d'intervention	Phase pilote : Octobre 2019 à Septembre 2021 Phase d'extension : Octobre 2021 à Septembre 2024
Personne responsable	

Structure de mise en œuvre : Fédération Malienne des Associations de Personnes Handicapées (FEMAPH)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Handicap et violence basée sur le genre à double vitesse
But	Favoriser l'accès des femmes vivant avec le handicap aux services de santé et pour le renforcement de leurs connaissances sur leurs droits en matière de Violences Basées sur le Genre
Objectifs	Renforcer les capacités des femmes vivant avec le handicap en matière de droit à la santé sexuelle et reproductive ; Améliorer le cadre juridique par des avancées en termes de plaidoyer et de lobbying sur les VBG et les droits de la santé sexuelle et reproductive incluant les droits des femmes en situation de handicap d'ici mi 2023
Indicateurs de réussite	Nombre de femmes vivant avec le handicap touché Le cadre juridique incluant les droits des femmes en situation de handicap
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Femmes vivant avec le handicap
Alliés	Ministère de la Santé et du Développement social
Opportunités	Engagement de l'Etat Existence des partenaires
Méthodes et actions	Renforcement des capacités ; Plaidoyer et lobbying
Risques et hypothèses	
Calendrier/ période d'intervention	2021-2023
Personne responsable	Boubacar SEREME

Fiche d'identification des initiatives de plaidoyer N°8 : Mali

Structure de mise en œuvre : PSI-Mali, AMPPF et MSI Mali	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Le projet « Bangé Kolossi Nyèta-BKN2
But	Contribuer à accroître la disponibilité et l'accessibilité des soins de santé sexuels et reproductifs.
Objectifs	Créer un environnement favorable à l'exercice des droits de la santé sexuelle et reproductive ; Améliorer l'offre des services en santé sexuelle et reproductive de qualité.
Indicateurs de réussite	Indicateur de santé ; Services offerts en matière de la santé sexuelle et reproductive
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Les jeunes, femmes et filles, les groupes vulnérables déplacés ou vivant dans des zones peu desservies.
Alliés	PSI-Mali, AMPPF et MSI Mali
Opportunités	Partenariat favorable
Méthodes et actions	Facilitation de l'accès aux services de SR-PF adaptés à leurs besoins Disponibilité des besoins des clients au centre des services pour l'auto-efficacité et le développement d'une attitude positive vis-à-vis la santé de la reproduction
Risques et hypothèses	Réticence communautaire ; Instabilité politique
Calendrier/ période d'intervention	2021-2025
Personne responsable	PSI-Mali, AMPPF et MSI Mali

Structure de mise en œuvre : Système des Nations Unies (SNU) & Gouvernement	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Programme de l'Initiative Spotlight au Mali
But	Contribuer à la protection des femmes et des filles, particulièrement des groupes exposés à de multiples formes de discrimination croisée, contre les VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes, et de promouvoir leurs droits relatifs à la Santé Reproductive
Objectifs	Consolider les acquis en mettant en place un dispositif plus efficace de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et de promotion des droits à la santé sexuelle et reproductive, à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques
Indicateurs de réussite	<p>Nombre des programmes spécifiques et multisectoriels développés et qui incluent une proposition d'affectation de fonds pour mettre fin aux violences faites aux femmes, y compris les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes, et promeuvent les droits à la SSR des femmes et des filles ;</p> <p>Nombre de réseau de parlementaires ayant des connaissances et des capacités renforcées pour rendre redevables les parties prenantes concernées à financer et à mettre en œuvre des programmes multisectoriels pour mettre fin aux violences faites aux femmes, y compris les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes, et promeuvent les droits à la SSR des femmes et des filles.</p> <p>Existence de mécanismes nationaux et/ou locaux de coordination et de contrôle au plus haut niveau pour lutter contre les violences faites aux femmes, y compris les violences basées sur le genre/pratiques néfastes, et au sein desquels les groupes marginalisés sont représentés ;</p> <p>Nombre d'institutions qui développent des stratégies, des plans et/ou des programmes visant à prévenir et à lutter contre les violences faites aux femmes y compris les VBG sur le genre/pratiques néfastes, et la promotion des droits à la SSR des femmes et des filles, y compris celles exposées à de multiples formes de discrimination croisée</p>
Moyens d'évaluation	Mécanisme de suivi et d'évaluation, du système de rapportage, des rencontres interagences, et la localisation de toute l'équipe technique au sein de la Maison Commune des Nations Unies
Cibles	Femmes, Filles, Hommes, Garçons Leaders d'opinion
Alliés	OSC/ONG Etat
Opportunités	Disponibilité des données de la dernière Enquête démographique et de santé ; Complémentarité avec d'autres programmes des autres agences ; Une expertise interne existante sur les questions de VBG, pratique néfaste, et santé de la reproduction
Méthodes et actions	Fourniture de service de qualité ;

	<p>Disponibilité des données et des capacités ;</p> <p>Renforcement du mouvement féminin ;</p> <p>Changement des Normes Sociales et prévention ;</p> <p>Renforcement des Institutions ;</p> <p>Renforcement du cadre législatif et politique</p>
Risques et hypothèses	<p>Crise multidimensionnelle ;</p> <p>La loi de silence des femmes/filles victimes des VBG ;</p> <p>Persistance d'un environnement non favorable ;</p> <p>Risque d'inadaptation du cadre ;</p> <p>Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes législatif ;</p> <p>Manque de financement</p>
Calendrier/ période d'intervention	2019-2023
Personne responsable	

Structure de mise en œuvre : Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger – CAR/PF NIGER	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Amener des changements dans les politiques et les lois et des mouvements plus forts et plus inclusifs pour les DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
Objectifs	<p>Faire le plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie DSSR sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange aux niveaux régional et national dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso) ;</p> <p>Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'impact des politiques dans 4 pays subsahariens en Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso)</p>
Indicateurs de réussite	<p>Nouvelles évidences sur les DSSR générées, ou synthèse des données existantes ou synthèse des principales lacunes dans les connaissances / attitudes / comportements en matière de DSSR, qui sont utilisées pour le plaidoyer fondé sur des données factuelles et l'engagement pour l'amélioration des politiques</p> <p>Le bénéficiaire de la subvention d'AmplifyChange entreprend une planification rigoureuse du plaidoyer (y compris la cartographie des politiques, l'analyse de l'audience, les voies de prise de décision afin de structurer et cibler logiquement les activités de plaidoyer) pour le changement de politique DSSR</p> <p>Participation accrue des OSC aux processus politiques et budgétaires (par exemple, Revues annuelles conjointes, élaboration de plans stratégiques pour le secteur de la santé, délégations nationales sur les engagements du pays en matière de DSSR, etc.)</p> <p>Politiques nationales, lois, allocations budgétaires améliorées par l'engagement de la société civile (notamment l'introduction de politiques nouvelles ou améliorées, ou l'atténuation des politiques négatives, le tout pour créer un environnement politique plus favorable aux DSSR)</p> <p>Nouvelles campagnes conjointes de Plaidoyer planifiées et réalisées avec d'autres OSC</p> <p>Leçons tirées des bénéficiaires des subventions recueillies et partagées par AmplifyChange, et utilisées par les bénéficiaires et AmplifyChange pour adapter les activités</p> <p>Le bénéficiaire d'AmplifyChange ayant besoin d'un soutien au renforcement des capacités a élaboré, mis en œuvre et réalisé des plans de renforcement des capacités organisationnelle</p> <p>% d'OSC participantes aux rencontres soutenues par AmplifyChange représentant les groupes marginalisés</p>
Moyens d'évaluation	L'utilisation des capacités PILA et des pointeurs clés
Cibles	Jeunes filles et garçons & OSC/ONG
Alliés	OSC/ONG & ETAT
Opportunités	<p>La volonté politique en matière des DSSR : le Niger reconnaît la Santé de la Reproduction et la Planification Familiale comme des droits fondamentaux de tout être humain ;</p> <p>La décentralisation de la SR/ PF est au cœur de l'agenda des partenaires techniques et financiers du Partenariat de Ouagadougou ;</p> <p>Bonne collaboration des OSC membres de la coalition avec les services étatiques à tous les niveaux (national, régional, départemental, communal) ;</p> <p>Existence des PTF qui financent le volet ;</p> <p>Adhésion et engagements de certains leaders communautaires par rapport aux interventions sur les DSSR ;</p> <p>Disponibilité et engagement des autorités communales et communautaires ;</p>

	<p>Maitrise de la thématique par les ONG membres de la coalition ; Existence de partenariat avec les médias de masse ; Disponibilité des relais communautaires et des radios communautaires ; Bonne collaboration des OSC de la coalition avec les structures communautaires.</p>
Méthodes et actions	<p>Organisation d'une mission de prise de contact et d'information auprès des autorités communales, coutumières et la communauté Organisation d'une e-campagne en faveur des jeunes Organisation d'un atelier plaidoyer à l'intention des autorités communales et communautaires Animation des débats au niveau de la radio communautaire Organisation d'un dialogue communautaire</p>
Risques et hypothèses	<p>Non adaptation des services de santé aux besoins spécifiques des jeunes (heures de service non adaptées, accueil, prestation/soin, la stigmatisation) ; Préjugés, stigmatisation et pesanteurs socioculturels à propos des thématiques DSSR chez les communautés ; Inexistence des lignes budgétaire dédiée aux DSSR/PF dans les communes Résistances de certains leaders religieux.</p>
Calendrier/ période d'intervention	2018 -2020
Personne responsable	Expert : MOUSSA Yaou

Structure de mise en œuvre : Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger – CAR/PF NIGER	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Mise à échelle de l'activité d'amélioration de la performance des politiques et stratégies DSSR en Afrique de l'Ouest et en Afrique Australe
But	Faire le plaidoyer et aider à façonner la politique et la stratégie sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange
Objectifs	<p>Plaider et aider à améliorer la politique et la stratégie de SDRS sur les thèmes prioritaires d'AmplifyChange au niveau régional et niveaux nationaux dans 9 pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) ;</p> <p>Faciliter le renforcement des capacités, l'engagement et la mise en réseau des OSC pour une meilleure mise en œuvre, un meilleur suivi et une meilleure évaluation de l'impact des politiques et stratégies de SDRS dans 9 pays subsahariens d'Afrique de l'Ouest (Mali, Guinée, Niger, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie).</p>
Indicateurs de réussite	une planification rigoureuse du plaidoyer, un engagement et une influence accrue des OSC sur les processus politiques et budgétaires, les changements dans les politiques, les lois et les allocations budgétaires en faveur des DSSR, l'amélioration de la qualité des données et de l'analyse qui permettent aux défenseurs des droits d'utiliser l'évidence pour soutenir leur travail, capacité renforcée des OSCs à plaider en faveur des DSSR, engagement accru des alliés potentiels dans l'ensemble des secteurs et des mouvements, renforcement de la collaboration entre les OSC.
Moyens d'évaluation	L'utilisation des capacités PILA et des pointeurs clés
Cibles	Etat OSCs
Alliés	PTF
Opportunités	Le projet insuffle une dynamique de réseautage permettant aux OSCs de constituer en consortium pour une plus grande mobilisation des ressources Le caractère régional du projet est une opportunité pour les coalitions d'avoir d'autres partenaires Existence d'une mission de l'USAID au Niger
Méthodes et actions	Réunions du comité de pilotage (COPIL) Elaboration et mise en œuvre d'un plan d'action de plaidoyer Suivi de la mise en œuvre
Risques et hypothèses	L'instabilité politique qui prévaut dans la sous-région est un facteur de démotivation des bailleurs L'insécurité grandissante au sahel et désormais dans d'autres de la sous – région constitue une menace sérieuse pour la mise en œuvre des actions.
Calendrier/ période d'intervention	2021-2023
Personne responsable	Abdoul Razak Aboubacar Dan Ladi

Structure de mise en œuvre : Pathfinder international	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	AMPLIFY FAMILY PLANNING AND SEXUAL REPRODUCTIVE HEALTH (AMPLIFY PF)
But	Contribuer à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant dans les zones d'intervention du projet
Objectifs	<p>Renforcer et institutionnaliser un système d'adaptation et de réplication des pratiques à haut impact (PHI) en matière de planification familiale ;</p> <p>Mobiliser et Engager les communautés, les ressources nationales, les donateurs, les communautés d'Afrique de l'Ouest pour renforcer la pérennisation et la mise à grande échelle de certaines PHI ;</p> <p>Institutionnaliser un système durable et auto-régulé d'assurance qualité et de suivi de l'offre des services de PF/SR ;</p> <p>Collaborer et coordonner avec d'autres partenaires PF/SR de l'USAID travaillant sur la sécurité des produits SR, la création de la demande, les politiques, l'apprentissage et les systèmes de santé</p>
Indicateurs de réussite	Les indicateurs clés du projet et les objectifs proposés s'alignent sur les CIP du gouvernement de chaque pays et sur la planification et le rapport de performance (PPR) Des indicateurs spécifiques au projet comme le nombre de RIA mis en place, le nombre de PHI mises à l'échelle dans chaque pays couvert par AmplifyPF et par d'autres pays du partenariat de Ouagadougou seront rapportés
Moyens d'évaluation	Rapport mensuel, trimestriel et annuel
Cibles	Personnel de santé, leaders communautaires, chefs traditionnels, leaders religieux, groupement des femmes, les jeunes
Alliés	Jeunes ambassadeurs, les comités techniques d'appui au réseau intégré d'apprentissage issu des comités de sante des Districts Sanitaires.
Opportunités	Disponibilité des partenaires à tous les niveaux
Méthodes et actions	Formation, suivi-supervision, dotation en matériel et équipement, appui en plaidoyer pour la mobilisation des ressources et la sensibilisation de tous les acteurs
Risques et hypothèses	Sécurité dans certaines zones ; Insuffisance de personnel de santé ; Réticences de certains groupes de population sur la PF ; Mauvaise interprétation de l'islam.
Calendrier/ période d'intervention	Novembre 2018 à juin 2023
Personne responsable	Dr Asma Yaroh Gali

Structure de mise en œuvre : MARISTOPES NIGER	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Plaidoyers auprès des leaders communautaires et jeunes religieux sur SR/PF et en technique de communication pour plus d'engagement pour la promotion de la SR/PF
But	Former les leaders communautaires en Islam et SR/PF pour un changement comportemental par rapport aux barrières et stéréotypes favorisant la mauvaise perception de la SR/PF
Objectifs	<p>Plaider auprès des leaders communautaires les prises de positions en faveur de la SR/PF ;</p> <p>Former les leaders communautaires -religieux, coutumiers et traditionnels en Islam et SR/PF pour un changement comportemental par rapport aux barrières et stéréotypes favorisant la mauvaise perception de la SR/PF ;</p> <p>Initier les leaders communautaires – religieux, coutumiers et traditionnels en technique de prêche et de plaidoyer pour mener des activités de plaidoyer et de sensibilisation sur la SR/PF ciblant les chefs influents et le grand public.</p>
Indicateurs de réussite	90 leaders communautaires (religieux y compris les jeunes et les coutumiers) formés en technique de plaidoyers et de prêches
Moyens d'évaluation	Rapport d'activités Entretiens
Cibles	Leaders communautaires (religieux chrétiens et musulmans et coutumiers)
Alliés	OSC, religieux protagonistes aux questions de la SR/PF, jeunes, et chefs coutumiers champions de PF
Opportunités	Les dialogues intra et inter religieux entre les différentes cibles et la tolérance au sein de la population cible.
Méthodes et actions	Renforcement de capacité Plaidoyer
Risques et hypothèses	Les mauvaises perceptions et interprétations religieuses des antagonistes religieux par rapport à la question de la SR, notamment l'espacement des naissances, l'utilisation des méthodes contraceptives modernes et le mauvais accueil dans les centres de santé
Calendrier/ période d'intervention	2022
Personne responsable	ELH. OUMAROU MAHAMAN BACHIR

Structure de mise en œuvre : NESS «Niger Education Santé et Sport »	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	IMPACT II LIPTAKO
But	Contribuer à l'augmentation de la prévalence contraceptive dans un environnement social, législatif et politique amélioré
Objectifs	Créer un environnement politique, juridique, réglementaire et social pour la demande, l'offre, l'accès aux services de SRAJ pour les adolescents et les jeunes hommes, femmes, mariés et non mariés.
Indicateurs de réussite	Participations aux actives des jeunes de la tranches (20-35 ans) Interventions des acteurs prévus
Moyens d'évaluation	Nombre de jeunes et organisations de jeunesse intervenant sur le projet Tranches d'âges des participants aux activités
Cibles	Les jeunes et organisations de jeunesses
Alliés	Le Ministère de la Santé à travers ses services techniques la DPF et la DSAJ Les leaders religieux L'Association National des parents d'élèves
Opportunités	L'engagement des jeunes La disponibilité des acteurs (leaders religieux, partenaires technique...) L'expérience de l'ONG NESS en matière d'activités en SRPF auprès des jeunes et adolescents
Méthodes et actions	Renforcements de capacités Plaidoyer Formation
Risques et hypothèses	Risques d'incompréhension avec certaines associations religieuses y compris celles de jeunes religieux
Calendrier/ période d'intervention	Phase1 : Février- Août 2021 Phase 2 : Septembre 2021 – Mars 2022
Personne responsable	Amadou Issoufou Abdou Wahabou, Coordonnateur du Projet/NESS

Structure de mise en œuvre : Association Nigérienne pour le Bien-Etre Familiale (ANBEF)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Mes droits, Ma santé, Mon avenir (3M)
But	Promouvoir l'égalité des genres et les droits à la santé sexuelle et reproductive
Objectifs	<p>Améliorer l'environnement favorable à la promotion de l'égalité des genres et aux programmes innovants d'éducation sexuelle complète (ECS) de qualité ;</p> <p>Améliorer l'accès de 105 000 adolescentes et jeunes scolarisés et non scolarisés de 10 à 24 ans aux programmes d'ECS de qualité, transformatifs des normes des genres ;</p> <p>Renforcer les capacités des associations membres de l'IPPF et la collaboration Sud-Sud pour la mise en œuvre des programmes d'ECS et de promotion des genres ;</p> <p>Renforcer la coordination, la gestion et l'évaluation des programmes d'ECS et de promotion des genres</p>
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Supervision et recrutement d'un consultant ou cabinet
Cibles	Jeunes 10-24 ans et les femmes en âges de procréer
Alliés	Ministère de Santé Publique de la population et de l'action sociale, Ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant, Ministère de l'Education Nationale
Opportunités	Accompagnement des acteurs étatiques
Méthodes et actions	<p>Réaliser avec les communautés une cartographie des sites du projet en termes d'établissements scolaires, OSC féministes, associations des jeunes, espaces sûrs pour les jeunes, et des instances communautaires</p> <p>Mettre en place les acteurs et partenaires du projet</p> <p>Organiser des campagnes et des débats de promotion des DSSR / ECS à travers les médias</p> <p>Conduire des initiatives renforçant l'engagement des communautés en faveur de l'égalité des genres et des DSSR : la mobilisation par les réseaux sociaux, les assemblées générales et les mobilisations communautaires de communication</p> <p>Former 212 pairs éducateurs des jeunes et 155 professeurs encadreurs de jeunes scolaires, avec 160 pairs adultes parents d'élèves dans les milieux scolaires et extra-scolaires en matière des droits sexuels, ECS et promotion des genres.</p> <p>Orienter au moins 240 pères et / ou des tuteurs des enfants et des jeunes, et 77 leaders et relais communautaires dans les sites du projet pour leurs engagement pour l'égalité des genres</p> <p>Organiser 3 300 sessions d'ECS, 2 400 causeries communautaires sur les SDR et l'égalité des genres appuyées par des approches et canaux adaptés aux bénéficiaires, y compris les nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication à l'instar de l'« Info Ado Jeunes » au Togo.</p> <p>Mettre en place 85 clubs scolaires/les FADA (Niger) et la création de 16 espaces conviviaux pour les jeunes filles vulnérables dans les sites d'intervention du projet</p> <p>Renforcer en introduisant le système de référence et de contre référence des AMs de l'IPPF pour rendre effectifs les mécanismes de référence existants entre les</p>

	<p>organisations conduisant les ECS et les structures offrant les services DSSR de qualité dans chaque site du projet</p> <p>Appuyer techniquement le processus de développement des manuels et outils dans les 3 AM (si nécessaire) sinon contribuer à la revue avant leur finalisation</p> <p>Faciliter pour les 3 AM les formations des formateurs en ECS et aux services de santé adaptés aux besoins des adolescents et jeunes</p> <p>Former les AM du Tchad et du Niger à l'utilisation de l'outil IPPF d'évaluation de la qualité des programmes d'ECS « Arbre et Forêt » et conduire des appuis et suivi virtuel auprès des 3 AM</p> <p>Former les 3 AM à l'utilisation de l'outil de l'IPPF sur l'évaluation de la qualité de l'offre de services aux jeunes « Provide », accompagner la conduite des exercices d'évaluation de la qualité et suivre la mise en œuvre des plans d'amélioration</p> <p>Former pour les 3 AM les facilitateurs nationaux des processus de mise en place des communautés amies des filles (promotion et protection des droits des filles avec la création conjointe avec la communauté des espaces sûrs pour les filles)</p> <p>Former les AMs intéressées à la plateforme « Info ado Jeunes » pour faciliter et maintenir la communication à distance avec les jeunes</p> <p>Organiser des missions périodiques d'assistance technique et/ou de suivi, pour renforcer l'assistance continue en ligne</p> <p>Faciliter le partage d'expériences entre les 3 AMs et avec les autres AMs francophones pour la continuité et l'extension du programme</p> <p>Tenir au moins une réunion COPIL par an en plus de la réunion de démarrage et de clôture</p> <p>Conduire à distance un suivi technique et financier auprès des 3 AMs pour le pilotage du programme et la coordination des interventions</p>
Risques et hypothèses	L'insécurité dans les sites du projet
Calendrier/ période d'intervention	2020-2023
Personne responsable	Directeur des Programmes

Structure de mise en œuvre : Fédération Nigérienne de Personnes Handicapées	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Forum National sur l'Education des Enfants Handicapés
But	Promouvoir l'Education Inclusive des Enfants Handicapés
Objectifs	<p>Avoir une compréhension commune des obstacles à l'éducation des enfants handicapés à la lumière de la CDPH et des ODD ;</p> <p>Faire un plaidoyer pour la création des lignes budgétaires dédiées à la prise en charge des couts liés au handicaps dans l'éducation des enfants handicapés ;</p> <p>Motiver les acteurs éducatifs</p>
Indicateurs de réussite	<p>Engagements de 30 Mères et des partenaires d'inclure dans leurs PDC des actions en faveur de l'éducation des enfants handicapés</p> <p>Nombre ligne budgétaire créer</p>
Moyens d'évaluation	Niveau d'avancement dans l'Education Inclusive, Nombre de participants
Cibles	Elus Locaux, Inspecteurs de l'Enseignements Primaire, Les Directeurs des Ecoles, PTF, Les Organisations des Personnes Handicapées
Alliés	Consortium, PTF
Opportunités	Initiatives novatrices
Méthodes et actions	Plaidoyer, Etat des Lieux
Risques et hypothèses	Aucun
Calendrier/ période d'intervention	2022
Personne responsable	Directeur des Programmes

Structure de mise en œuvre : SNU & Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Programme de l'Initiative Spotlight au Niger
But	Eliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles, avec un accent particulier sur la violence sexuelle et les pratiques ayant des conséquences négatives sur leur santé sexuelle et reproductive, contribuant ainsi à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durables priorités par l'Etat
Objectifs	<p>Amplifier la voix des jeunes leaders dans les fora nationaux, régionaux et mondiaux pour changer les attitudes et les comportements sur la violence contre les femmes et les filles ;</p> <p>Promouvoir des changements durables grâce à un suivi et une évaluation participative ;</p> <p>Favoriser la coordination et la coopération multi-acteurs afin de faciliter la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours ;</p> <p>Engagement communautaire pour favoriser l'appropriation et la durabilité des résultats ;</p> <p>Renforcement de l'engagement des organisations féminines au niveau local</p>
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Un système de collecte de données à travers Kobo Toolkox ;
Cibles	Jeunes, femmes, hommes, leaders d'opinion
Alliés	Secteur privé, OSC/ONG Etat
Opportunités	Engagement communautaire Existence des OSC/ONG Partenariat de l'Etat
Méthodes et actions	Renforcement des capacités ; Création et renforcement de nouveaux réseaux, plateformes et mouvements ; Caravane de plaidoyer ; Mise en place des services de prise en charge holistique des survivantes des VBG ; Une cartographie des organisations confrontées aux discriminations croisées
Risques et hypothèses	Changement de majorité politique et remise en cause des acquis du programme en matière de plaidoyer Faible transfert des ressources aux communes et aux ONGs Changement de majorité politique dans les communes et remise en cause des acquis du programme
Calendrier/ période d'intervention	En cours
Personne responsable	SNU & Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant

Structure de mise en œuvre : ONG ADL et Songes	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Projet SWEDD : « Dialogue social communautaire »
But	Accélérer la transition démographique afin de créer les conditions de la réalisation du <i>dividende démographique</i> et la <i>réduction des inégalités entre les sexes</i> dans la région du Sahel.
Objectifs	Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité Accroître la production et le partage des connaissances, Renforcer les capacités de mise en œuvre et la coordination régionale du projet
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Femmes, Filles, Jeunes, Leaders d'opinion
Alliés	OSC/ONG Leaders d'opinion
Opportunités	Financement des partenaires Engagement communautaire
Méthodes et actions	Plaidoyer
Risques et hypothèses	Réticence des communautés
Calendrier/ période d'intervention	2019-2020
Personne responsable	ONG ADL et Songes

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisation de la Société Civile pour la Planification Familiale au Sénégal	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Projet de plaidoyer et de communication en faveur de la SRMNIA dans le contexte de COVID 19
But	Amener le gouvernement à respecter ses engagements dans le cadre du plan de contingence de la DSME pour assurer la disponibilité et l'utilisation continues des services SRMNIA dans le contexte de COVID 19.
Objectifs	<p>Evaluer l'impact de la COVID-19 sur les activités de SRMNIA dans les districts sanitaires au Sénégal ;</p> <p>Partager les résultats de l'enquête avec toutes les parties prenantes : autorités administratives et acteurs de la société civile ;</p> <p>Impliquer activement les leaders religieux et coutumiers dans le plaidoyer en faveur de la SRMNIA dans le contexte de covid-19 ;</p> <p>Impliquer activement les jeunes dans la sensibilisation pour la SRMNIA ;</p> <p>Soutien psycho-social du personnel de santé et remobilisation des acteurs pour un engagement accru en faveur de la SRMNIA.</p>
Indicateurs de réussite	<p>Réalisation d'une enquête sociologique sur l'impact de la COVID-19 sur la SRMNIA au Sénégal ;</p> <p>Organisation d'une session de restitution des résultats de l'enquête auprès des parties prenantes ;</p> <p>Organisation d'une campagne d'information et de sensibilisation en faveur de la SRMNIA dans le contexte de la covid-19 ;</p> <p>Organisation de deux séances de mobilisations sociales avec les leaders religieux et coutumiers pour parler de la SRMNIA malgré le contexte de la COVID-19 ;</p> <p>Organisation avec les JA de 10 causeries de sensibilisation sur l'impact de la Covid-19 sur la SRMNIA.</p>
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Jeunes, femmes, prestataires de services, gouvernement, religieux.
Alliés	Religieux, acteurs communautaires
Opportunités	L'engagement de l'Etat et des PTF
Méthodes et actions	Enquête, sessions d'orientation, causeries, mobilisation sociales, visites de plaidoyer.
Risques et hypothèses	Hausse des cas de contamination COVID 19
Calendrier/ période d'intervention	2021
Personne responsable	Mme Safiétou Diop

Structure de mise en œuvre : Alliance des Religieux et Coutumiers en Santé Population et Développement (ARC/SPD)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Plaidoyer pour la vulgarisation de l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou
But	Mobiliser les leaders religieux et les acteurs au niveau communautaire en vue d'accroître les actions de sensibilisation et de plaidoyer mais également de mieux vulgariser l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Ziguinchor et de Sédhiou
Objectifs	<p>Formaliser l'engagement des leaders religieux communautaires pour l'abandon total de l'excision ;</p> <p>Organiser des causeries sur l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les régions de Sédhiou et de Ziguinchor ;</p> <p>Organiser des visites de courtoisie auprès des chefs des différentes familles religieuses de la région de Ziguinchor sur l'abandon de l'excision ;</p> <p>Organiser des prêches sur l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision au Sénégal à l'occasion des prières du vendredi ;</p> <p>Organiser des émissions radiophoniques sur l'argumentaire religieux pour l'abandon de l'excision dans les radios communautaires de Sédhiou et de Ziguinchor.</p>
Indicateurs de réussite	
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Autorités locales, leaders religieux, jeunes, femmes et victimes d'excision
Alliés	Anciennes exciseuses, comités de santé, religieux
Opportunités	Prise de conscience de la nouvelle génération qui s'approprie le combat
Méthodes et actions	Causeries, rencontres de plaidoyer, ateliers régionales, campagnes de témoignages
Risques et hypothèses	La réticence de certains leaders religieux
Calendrier/ période d'intervention	2019 - 2021
Personne responsable	Imam Elimane Diagne

Structure de mise en œuvre : Action et Développement (AcDev)	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Projet de promotion de la santé de la reproduction des adolescents et jeunes au Sénégal
But	Contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescent-e-s dans les districts de Pikine, de Keur Massar et de Yeumbeul d'ici 3 ans.
Objectifs	<p>Développer la capacité d'agir des jeunes afin qu'ils soient les artisans et responsables de leur développement en général et SSR en particulier ;</p> <p>Faire le plaidoyer auprès des pouvoirs publics, partenaires au développement, collectivités locales pour le renforcement des financements destinés à la promotion et à la pérennisation à travers des stratégies novatrices en matière d'offre de services de SSRAJ ;</p> <p>Accroître l'accès et l'utilisation des services adaptés de SSRAJ à travers des interventions fixes et mobiles dans les quartiers périphériques et lors des grands événements</p>
Indicateurs de réussite	<p>Le nombre d'associations et réseaux de jeunes formés ou renforcés sur le thème de la SRAJ</p> <p>Leur capacité de captage de financement sur le financement des activités de jeunes en SARJ</p> <p>Le nombre d'adolescents et jeunes bénéficiaires des activités de sensibilisation sur les thèmes de la SRAJ</p> <p>Le nombre d'adolescents et jeunes pris en charge à les offres de services de consultations sanitaires gratuites (dans les structures de santé de AcDev) dans la communauté)</p> <p>Le gain relatif au plaidoyer pour l'augmentation du financement de la SRAJ au Sénégal</p>
Moyens d'évaluation	<p>Atelier d'évaluation</p> <p>Reporting des activités</p> <p>Collecte mensuelle des données</p>
Cibles	Les jeunes et les adolescents
Alliés	<p>Les organisations de jeunes</p> <p>Les districts de santé de Pikine, Keur Massar, Veumbeul et Louga</p>
Opportunités	Elargissement de la zone d'intervention
Méthodes et actions	<p>Information et Sensibilisation des ados-jeunes en SRAJ par des pairs éducateurs</p> <p>Mises en réseau des associations de jeunes partenaires de mise en œuvre</p> <p>Mise en place d'une équipe de consultation gratuite des ados-jeunes sur les questions de SRAJ</p> <p>Organisation d'un forum de rencontre des organisations de jeunes sur la thématique</p>
Risques et hypothèses	<p>Rupture du financement</p> <p>Déperdition d'une partie des pairs éducateurs</p>
Calendrier/ période d'intervention	2021 à 2024
Personne responsable	Dr Cheikh Tidiane ATHIE

Structure de mise en œuvre : Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Repositionnement de la Planification Familiale	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	plaidoyers auprès des leaders communautaires et jeunes religieux sur SR/PF et en technique de communication pour plus d'engagement pour la promotion de la SR/PF
But	Contribuer à l'amélioration de la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent par le biais de l'amélioration du cadre réglementaire et la mobilisation de ressources domestiques dans les collectivités territoriales en faveur de la SRPF au Sénégal.
Objectifs	Amener l'Etat du Sénégal à signer le décret d'application de la loi sur la santé de la reproduction d'ici 2023 ; Amener les collectivités territoriales à accroître le financement de la santé des adolescents et des jeunes d'ici 2023.
Indicateurs de réussite	Existence d'un comité de plaidoyer ; Existence d'un comité de pilotage du projet avec l'Etat, les PTF et la Société Civile ; Existence d'un argumentaire sur la loi SR et la mobilisation de ressources domestiques ; Existence d'une task-force ; Mobilisation des religieux et des coutumiers comme alliés pour le plaidoyer.
Moyens d'évaluation	Comité de pilotage Rapports de suivi
Cibles	Gouvernement, Collectivités Territoriales et Secteur Privé.
Alliés	Conseillers municipaux, religieux, comités de développement sanitaire
Opportunités	Le dividende démographique comme priorité de l'Etat du Sénégal ; Existence de fonds de dotation pour les collectivités territoriales.
Méthodes et actions	Actions de plaidoyer
Risques et hypothèses	Les fausses rumeurs sur les programmes DSSR ; Déficit de financement dans les collectivités territoriales
Calendrier/ période d'intervention	2021 - 2023
Personne responsable	Safiétou Diop

Structure de mise en œuvre : ENDA Santé	
Composantes de l'initiative de plaidoyer	
Initiative de plaidoyer	Projet FSP-I – DSSR : Promouvoir l'égalité fille-garçon et la santé sexuelle et reproductive des adolescentes et jeunes scolarisés et non scolarisés au Sénégal et au Togo
But	Contribuer à promouvoir l'égalité fille-garçon et la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes filles au Sénégal et au Togo
Objectifs	Promouvoir l'accès aux services de SSR via les secteurs non formels et renforcer les capacités de plaidoyer pour les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des jeunes au Sénégal et au Togo ; Renforcer les capacités pour mettre en œuvre des politiques éducatives favorisant l'égalité fille-garçon par l'éducation complète à la sexualité (ECS) et la réponse aux violences de genre en milieu scolaire (VGMS) au Sénégal et au Togo
Indicateurs de réussite	Services conviviaux offerts aux jeunes Nombre de jeunes ayant bénéficié de ESC Nombre leaders communautaires engagés pour l'ESC
Moyens d'évaluation	Rapports
Cibles	Parents, Leaders communautaires et religieux , Club des jeunes, OSC, Les adolescents, Les jeunes filles
Alliés	UNESCO
Opportunités	Engagement communautaire Collaboration avec les ministères (Santé, éducation)
Méthodes et actions	Renforcement de capacités Plaidoyer
Risques et hypothèses	COVID-19
Calendrier/ période d'intervention	2019-2021
Personne responsable	ENDA Santé

Annexe 3 : Liste des enquêtés

N°	Nom et prénoms	Titre/structure	Email/Phone
GUINEE			
01	Dr Mamadi Kankou CAMARA	Chef Section Santé des Ado-Jeunes (Direction Nationale de la Santé Familiale et Nutrition)	kassakankou@yahoo.fr (+224) 622 555 778
02	Kamissoko BAMBA	Chef Division Lutte contre les violences sexuelles	bkamissoko70@gmail.com (+224) 622 229 236
03	Ibrahima Kalil KOUROUMA	Directeur Nationale de la Jeunesse et des Activités Socio-Educative	konatekankan05@gmail.com (+224) 622 230 049
04	Mariama BARRY	Chef Division des Activités Socio-éducatives des Jeunes	barrymaria74@yahoo.fr (+224) 628 616 261
05	Isaac Charia MANO	Chargé Suivi Evaluation à la Direction Nationale de la Jeunesse et des Sports	manoisaac2016@gmail.com (+224) 625 624 736
06	Dr Siba KOMARA	Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation	Komaramara2@gmail.com (+224) 621 019 692
07	Mr Sékou KOUROUMA	Conseil National de la Transition (CNT) (Groupe parlementaire Santé)	kouroumadoc@yahoo.fr (+224) 622 400 972
08	Kouamé Jean KONAN	Coordinateur Systèmes et Services de Santé OMS Guinée	konank@who.int (+224) 629 293 989
09	Mme Fanta WAGUE	SR/VBG- Bureau UNFPA Guinée	wague@unfpa.org (+224) 622 404 604
10	Mme Victoria AJAVON	Assistante de la Représentante Résident de l'UNFPA en Guinée	ajavon@unfpa.org
11	Mme Kadiatou BALDE	Spécialiste VIH, UNICEF Guinée	kbell@unicef.org (+224) 622 044 684
12	Pr Yolande HYJAZI	MCHIP/Jhpiego	yolande.hyjazi@jhpiego.org (+224) 664 233 661
13	Mme NIARE	Assistante du Représentant Résident de l'OMS en Guinée	niaref@who.int (+22 4) 622 350 045
14	Mme Finda IFFONO	Chargée des Programmes, Plan International Guinée (PIG)	Zalika.aliabdoulaye@plan-international.org finda.iffono@plan-international.org (+224) 621 706 770
15	Mr Maurice SANDOUNO	Expert sectoriel ENABEL	sandouno@gmail.com (+224) 622 516 688
16	Dr Hadja Bintou BAMBA	Présidente de la Coalition nationale des OSC de Guinée, ASFEGMASSI	drhadjabintoubamba@gmail.com (+224) 628 217 560

17	Mr Fassouma SANOH	Directeur Exécutif AGBEF, Vice-président de la coalition des OSC de Guinée	sanohfassouma@gmail.com (+224) 620 514 204
18	Dr Alphonse Vohou SAKOUVOGUI	CERCO (Cabinet d'Etudes, de Recherche et de Conseil)	vsakou2013@gmail.com +224) 621 251 115
19	Dr Pernamou TRAORE	Chargé Suivi et Evaluation - AGBEF	traorepernamou@gmail.com (+224) 626 935 997
20	Mr Aly CAMARA	Coordinateur Projet LAD - AGBEF	camaraaly023@gmail.com (+224) 628 692 796
21	Mr Abou Maimouna DIALLO	Président du Réseau des Jeunes Ambassadeurs pour la SR/PF	aboumaimounadiallo@gmail.com (+224) 628 039 291
22	Mme Hadja Mariam SOW	Présidente du Groupe Religieux pour la Santé, le Développement et la Paix	Nouci39@yahoo.fr (+224) 626 060 520
23	Mr Mohamed Fodé SACKO	Président de l'Association des Elèves et Etudiants Musulmans de Guinée (AEEMG)	medbe01@gmail.com (+224) 621 335 888
24	Mme Kadiatou KONATE	Président du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée	kadiatoukonate94@gmail.com (+224) 628 04 17 98
25	Mr François Moriba DOPAVOGUI	Président de la Fédération Guinéenne pour la Promotion des Associations des personnes Handicapées (FEGUIPAH)	feguipah@yahoo.fr (+224) 628 382 513
MALI			
01	Dr Ben Moulaye IDRIS	Directeur Général ONASR	Email : hayatimoulaye@gmail.com dq@onasr.gov.ml Tel : 00223 76.71.60.84 66.71.60.84
02	Robert DABOU	Chargé de programme EGProjet SWEDD	Email : rdabou@sweddmali.org Tel : 66.84.23.02
03	Ibrahim Kalossi	Directeur Adjoint Direction de la jeunesse	Email :
04	Dr Keïta Fadima TALL	Directrice Nationale du PN-VBG PN-VBG	Email : fadimak1@hotmail.fr Tel : 00223.66.78.44.93
05	Sekou Arouna SANGARE	Economiste Planificateur INSTAT	Email : sekouarouna.sangare@insat.gouv.ml Tel : 00223.79.34.02.42/69.74.27.88
06	Mamoutout DIABATE	Président Coalition nationale des OSC/PF	Email : diabatemamout@yahoo.fr Tel : 00223.76.75.85.96/66.75.85.96
07	Sankaria MAIGA	Directeur exécutif AMPPF	Email : sankariamaiga@gmail.com Tel : 00223.73.56.56.85
08	Sekou BARRY	Directeur exécutif ONG JIGUI	Email : sekoubarry@gmail.com Tel :00223.76.43.18.13
09	Adam DICKO	Directrice exécutive AJCAD	Email : dicko.adam@yahoo.fr Tel :00223. 78.79.58.59
10	Dr Ousmane TRAORE	Directeur ONG ASDAP	Email : ousmane.traore@asdapmali.org Tel : 00223.66.72.07.67
11	Dr Daga MAIGA	Chargée de programme SR UNFPA	Email : dmaiga@unfpa.org Tel : 00223.76.28.89.28

12	Maude OLIVIER	lead du secteur Ambassade du CANADA	Email : maude.olivier@international.gc.ca
13	Service Coopération de l'Ambassade des Pays Bas au Mali	Chef de service de coopération Ambassade du Royaume des Pays-Bas	Email : bam@minbuza.nl Tel : +22344978200
14	Boubacar DIARRA	Président Réseau des J/A	Email : diarraboubacar777@gmail.com Tel : 00223.72.44.71.27
15	Farida DEMBELE	Présidente MAJ/AMPPF	Email : faridadembele@gmail.com Tel : 00223.72.30.78.58
16	Hafizou BONCANA	Président AFRIYAN	Email : hafizou@hotmail.com Tel :
17	Imam Mamadou TRAORE	Président Ripode	Email : matratema@yahoo.fr Tel : 00223.79.11.39.99
18	Bokary DIALLO	Directeur général INFSS	Email : bokarydiallofr@yahoo.fr Tel : 00223.66.92.45.98
NIGER			
01	Dr Kassoum Ibrahima, chef division SM,	Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant	00227 88 44 81 42, kassouhima@yahoo.fr
02	Dr ALI Halima	Direction de la Planification Familiale	halisfm@yahoo.fr
03	Mme ATTIKOU Mariama	Direction de la Santé des Adolescents et des Jeunes	mamanekadelahmariama@gmail.com
05	Mme Sékou Djé OUAGANI	SGA/MJS /Protection des Jeunes	djiskou@yahoo.fr
06	Mme LANKOANDE Haoua	SWEDD	lankoande_haoua@yahoo.fr
07	Dr Adamou MANZO	UNFPA	Manzo@unfpa.org
08	Mme Bebert	UNICEF	96961119
09	Dr Aissatou ABDOU	OMS	96985679
10	Asma Yaro Gali	AmplifyPF	96982591/90515190 ayarohgali@pathfinder.org
11	Ibrahim Innocent	Jhpiego	innocent.ibrahim@jhpiego.org
12	Zakou Harouna	Pathfinder International	zharouna@pathfinder.org
14	Abdou Baka Aminatou	MSI-Niger	Aminatou.Bakah@mariestopes.org
15	Abdoul Razak Mahamadou Bagourmé	PSI- Niger	abagourme@psi.org
16	Sanoussi Sahabi Moussa	Save the Children	Sanoussi.Sahabi@savethechildren.org
17	Ismael Amadou	Plan Niger	ismael.amadou@plan-international.org
18	Halimatou Niandou	Care Niger	Niandou.Halimatou@care.org
19	Dr Roubanatou Abdoulaye	Solthis-Niger	chefdemission.niger@solthis.org
22	Fati Amadou Cissé	HKI	FACisse@hki.org
23	Dr AWAL ISSA Rachid	Réseau AfriYAN	awid1er@yahoo.fr
24	Dr Moussa Yaou	Coalition des Acteurs pour le Repositionnement de la Planification Familiale au Niger (CAR/PF)	yaoumoussa@gmail.com
25	Mme BANOBA Ramatou	Association Nigérienne de Santé Publique (ANSP)	banobarams@gmail.com
26	Habi Ibrahim	CONGAFEN	ibrahim.haby@yahoo.fr
27	Ibrahim Alzouma	SOS Femmes et Enfants Victimes de Violence Familiale (SOS FEVVF)	ibrahimalzouma@gmail.com
28	Lamoudi Youmandi	Association Nigérienne pour le Bien Être Familial (ANBEF)	lamoudi@anbef-niger.org

29	ALOU MAIGA Hama	GAIPDS/ Groupement des Associations Islamiques pour les Questions de Population et Développement Social	gaipds@gmail.com
30	Amadou Moumouni Soumaila	Comité Nigérien sur les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (CONIPRAT)	Soumaila348@gmail.com
31	Dr Hassane SANDA MAIGA	RCPFAS-NIGER	hsmaiga@yahoo.com
32	Iddé Baza Abdourahamane	Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Education Citoyenne (MOJEDEC)	bazagneize@gmail.com
33	Fatouma idé	Réseau des journalistes pour la population et le développement	koudy640@yahoo.fr
34	Cheikh Bachir	Alliance des Religieux pour le Développement Socio-éducatif, Economique et Sanitaire (ARDES)	bachirumar@yahoo.fr
35	Omar Siddo	Fédération Nigérienne des Personnes Handicapées (FNPH)	omar.siddo@gmail.com
36	Dr Moussa Yaou	ONG LAFIA MATASSA	yaoumoussa@gmail.com
37	Mme Traoré Salamatou	ONG DIMOL	salamatoutraore606@gmail.com
38	Dr GOUROUZA Bintou	ONG Jeunesse Action Leadership/JAL	Gbintou249@gmail.com
39	Nouhou ALLAGOUMA MAIGA	ONG LEGNOL	noufouallagouma@yahoo.fr
40	Ibrahim Innocent	ONG CODD	lbouibrahim50@gmail.com
SENEGAL			
01	Assane Ndiaye	Directeur de la Direction du Développement du Capital Humain, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	contact.ddch@economie.gouv.sn lambaye@hotmail.com +221 33 825 13 98 +221 77 648 04 07
02	Amadou Doucouré	Directeur de la Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant, Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	drdoucoure@yahoo.fr +221 33 865 92 59
03	Astou Diouf	Directrice de la Direction de l'Equité et de l'Egalité de Genre, Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	dioufastou9@yahoo.fr +221 77 740 88 83 +221 77 540 33 52
04	Aminata Traore	Responsable Bureau SR, Division du Contrôle Médical Scolaire, Ministère Education Nationale	amisokh66@yahoo.fr +221 33 824 10 08 +221 77 612 25 76
05	Coura Gaam Diouf	Coordonnatrice Projet de Promotion des Jeunes, Ministère de la Jeunesse	ppisenegal@gmail.com +221 33 869 31 91
06	Mously DIAKHATE	Réseau Parlementaires en Santé Population et Développement	mously.diakhate@gmail.com +221 77 613 34 37 +221 77 654 63 69
07	Peter Trenchard	Mission Director USAID Sénégal	usaid-senegal@usaid.gov +221 33 879 4000
08	Rose Gakuba	Représentante Résidente de l'UNFPA au Sénégal	gakuba@unfpa.org +221 33 859 82 79
09	Babacar Gueye	IntraHealth International Sénégal	bgueye@intrahealth.org

10	Mme Fatima Dème	Président du Réseau des Femmes en Santé et Planification Familiale	fdeme44@yahoo.fr +221 77 634 45 42
11	Alassane CISSE	Président Réseau des Journaliste POPDEV	alassanecissay@yahoo.fr +221 77 740 79 93
12	Moussa FALL	Alliance des Religieux en Santé Population et Développement du Sénégal	mozestar@yahoo.fr +221 77 651 20 10
13	Dr Cheikh T Athie	Coordonnateur national Action et développement (ACDEV)	ctathie@yahoo.fr +221 77 569 56 26
14	Massaugui THIANDOUME	Alliance Nationale des Communautés pour la Santé (ANCS)	mthiandou@anacs.sn +221 77 555 96 83
15	Modou Moustapha Mbacke	Président du Réseau National des Pairs Educateurs du Sénégal (RENPESES)	respesnationale@gmail.com +221 77 814 19 04
16	Ibrahima Lo	Président EcoPn	olarib@yahoo.fr +221 77 505 48 04
17	Soukeyna Tall	Groupe pour l'Étude et l'Enseignement de la Population (GEEP)	souks71@yahoo.fr +221 77 650 95 51
18	Salimata Diouf Cissé	Directrice pays Marie Stopes International Sénégal	salimata.cisse@mariestopes.org.sn 800 00 84 84
19	Maguette Thiandoume	Coordonnateur National du Réseau des Jeunes en Population et Développement (RESOPOPDEV)	thiandoume45@hotmail.com m.thiandoume@resopopdev.org +221 77 650 42 50
20	Fatou Ndiaye Turpin	Directrice Exécutive du Réseau Siggil Jigen	faturpine@gmail.com +221 77 656 41 31
21	Dame Ndiaye	Coordonnateur national de l'Alliance des Jeunes pour la Santé et la Planification Familiale (ANJSRP)	damemaj@gmail.com +221 77 439 13 56
22	Cheikh Dieng	Président Association Nationale pour la Prévention et le Développement	cheikhdieng508@gmail.com +221 77 791 18 68
23	Thierno Dieng	Coordonnateur du Centre Formation, de Recherche et de Plaidoyer en Santé et Population (CEFOREP)	ceforep@orange.sn +221 33 823 37 64
24	Alioune Sow	AMREF Sénégal	alioune.sow@amref.org +221 77 555 40 55
25	Dr Cheikh Sarr	Directeur Exécutif de l'ONG ADEMAs	chsarr@ademas.sn +221 77 557 89 11
26	Mariema Soumare	ONG Awa	masoumare2000@gmail.com assoawa@orange.sn +221 77 644 92 69
27	Babacar Mbaye	ONG Intermondes	mbaaybabacar@gmail.com +221 77 540 62 50

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS DU GOUVERNEMENT

Réalisation de la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal

Bonjour,

Merci de me recevoir

Je me nomme je travaille dans le cadre d'une étude commanditée par Ebenezer International qui est une organisation non gouvernementale créée au Mali en août 2007 dont le siège est basé à Bamako au Mali. Elle a pour vision de bâtir des communautés ouest-africaines paisibles, entreprenantes et prospères vivant dans l'abondance.

Compte tenu de votre positionnement dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, nous souhaitons avec votre permission vous poser quelques questions pouvant nous aider à réaliser la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive dans notre pays afin de permettre à Ebenezer International de (d') :

- Assurer l'octroi de subventions aux petites OSC soutenant des initiatives pour le plaidoyer local en matière de DSSR ;
- Fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaidoyer des petites OSC ;
- Faciliter le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien aux petites OSC en termes de capacités institutionnelles, de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau.

Merci d'avance

Pays	
Nom de la structure	
Personne interviewée	Nom
	Titre
	Contact
Enquêteur	Nom
	Titre
	Contact
Date de l'enquête	

N°	Titre du projet (initiative)	Partenaire de mise en œuvre	Couverture du Projet (International, National, région, Province /District/ préfecture)	Période de réalisation	Source de financement

Comment est née l'initiative des différents projets de plaidoyer ?	
Existe-t-il un mécanisme de suivi et évaluation et d'apprentissage pour une documentation autour de ce projet ? (Si oui, puis-je avoir une copie ?)	
Comment les résultats des projets sont-ils exploités ?	

Commentaires éventuels

.....

.....

.....

.....

.....

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS DES PTF

Réalisation de la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal

Bonjour,

Merci de me recevoir

Je me nomme je travaille dans le cadre d'une étude commanditée par Ebenezer International qui est une organisation non gouvernementale créée au Mali en août 2007 dont le siège est basé à Bamako au Mali. Elle a pour vision de bâtir des communautés ouest-africaines paisibles, entreprenantes et prospères vivant dans l'abondance.

Compte tenu de votre positionnement dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, nous souhaitons avec votre permission vous poser quelques questions pouvant nous aider à réaliser la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive dans notre pays afin de permettre à Ebenezer International de (d') :

- Assurer l'octroi de subventions aux petites OSC soutenant des initiatives pour le plaidoyer local en matière de DSSR ;
- Fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaidoyer des petites OSC ;
- Faciliter le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien aux petites OSC en termes de capacités institutionnelles, de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau.

Merci d'avance

IDENTIFICATION	
Pays	
Région	
Couverture	
Domaines d'intervention	
Cibles	

Nom de la structure		
Personne interviewée	Nom	
	Titre	
	Contact	
Enquêteur	Nom	
	Titre	
	Contact	
Date de l'enquête		

N°	Titre du projet (initiative)	Structure bénéficiaire	Couverture du Projet (International National, région, Province/ District/ préfecture)	Période

Comment est née l'initiative des différents projets de plaidoyer ?	
L'état est-il associé ?	
Existe-t-il un mécanisme de Suivi Evaluation et d'apprentissage autour de ce projet ?	
Comment les résultats des projets sont-ils exploités ?	
Avez-vous connaissance d'une initiative de plaidoyer qui n'est pas financée par votre organisme et qui porte sur les DSSR ?	

Commentaires éventuels

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Bonjour,

Merci de me recevoir

Je me nomme je travaille dans le cadre d'une étude commanditée par Ebenezer International qui est une organisation non gouvernementale créée au Mali en août 2007 dont le siège est basé à Bamako au Mali. Elle a pour vision de bâtir des communautés ouest-africaines paisibles, entrepreneuriales et prospères vivant dans l'abondance.

Compte tenu de votre positionnement dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, nous souhaitons avec votre permission vous poser quelques questions pouvant nous aider à réaliser la cartographie des initiatives de plaidoyer financées dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive dans notre pays afin de permettre à Ebenezer International de (d') :

- Assurer l'octroi de subventions aux petites OSC soutenant des initiatives pour le plaidoyer local en matière de DSSR ;
- Fournir des connaissances et faciliter les initiatives conjointes de plaidoyer des petites OSC ;
- Faciliter le renforcement des capacités organisationnelles et le soutien aux petites OSC en termes de capacités institutionnelles, de gestion, de mobilisation de ressources et de mise en réseau.

Merci d'avance

IDENTIFICATION		
Pays		
Région		
Couverture		
Nom de l'organisation		
Domaines d'intervention		
Cibles		
Personne interviewée	Nom	
	Titre	
	Contact	
Enquêteur	Nom	
	Titre	
	Contact	
Date de l'enquête		

MISE EN ŒUVRE ¹	
Titre du projet (Initiative)	
Source de financement du projet (Initiative)	
Personne responsable de mise en œuvre	
Période de mise en œuvre	
But/Objectif général	
Objectifs spécifiques	
Principaux indicateurs de réussite	
Zone de couverture du projet (Initiative)	
Domaine d'intervention	
Principales actions	
Moyens et méthodes d'évaluation	
Cibles	
Alliés	
Forces	
Faiblesses	
Opportunités	
Risques/menaces	

Existe un partenariat formel en matière de Plaidoyer avec l'Etat ? si oui quel type de partenariat ?	
Comment les résultats sont-ils capitalisés au niveau national ?	
Existe-il un mécanisme de pérennisation et de transfert des compétences de la mise en œuvre de ce projet ?	
Avez-vous connaissance d'une initiative de plaidoyer qui n'est pas menée par votre organisation et qui porte sur les DSSR ?	

Commentaires éventuels

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

¹ Remplir une fiche pour chaque projet de Plaidoyer

Annexe 5 : Bibliographie

- ✚ Track 20, FP2030 de la Guinée.
- ✚ Ministère de la santé direction nationale de la santé familiale et de la nutrition 2018. Plan D'Action National Budgétisé de Planification Familiale 2019-2023 de la Guinée.
- ✚ Loi N°10 du 10 juillet 2000 portant sur la Santé de la Reproduction de la Guinée.
- ✚ Ministère de la santé 2015. Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2015-2024 de la Guinée.
- ✚ Track 20, FP2030 du Mali.
- ✚ Division de la Planification Familiale. Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique 2019. Plan d'Action National Budgétisé de Planification Familiale du Mali 2019-2023.
- ✚ Loi N°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction au Mali.
- ✚ CAEB, Rapport d'évaluation de la phase pilote du programme jeunes leaders et santé de la reproduction des adolescents et des jeunes (JL/SRAJ), 2021.
- ✚ Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ; Ministère du Travail et des Affaires Sociales et Humanitaires ; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Secrétariats Généraux ; Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 2014-2023.
- ✚ Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, Direction nationale de la Santé. Plan d'action multisectoriel santé des adolescents et des jeunes 2017-2021, Mali.
- ✚ Ministère de la Santé et du Développement Social, Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille (CPS-SSDSPF), Projet Appui Budgétaire Sectoriel en Santé Sexuelle et Reproductive (ABS-SSR), 2019-2021, Rapport d'Evaluation Finale.
- ✚ Track 20, FP2030 du Niger.
- ✚ Loi de la santé de la reproduction N° 2006-16 du 21 juin 2006 et Décret d'application N° 2019-408/PRN/MSP du 26 juillet 2019 de la Loi SR du Niger.
- ✚ Direction de la planification familiale 2021, Plan d'Action National Budgétisé de Planification Familiale 2021-2025 du Niger.
- ✚ Ministère de la Santé Publique 2016. Plan de développement sanitaire (2017-2021) du Niger.
- ✚ Track 20, FP2030 du Sénégal.
- ✚ Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Direction Générale de la Santé. Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant. Evaluation finale du cadre stratégique national de planification familiale 2016-2020 du Sénégal.
- ✚ Loi N°2005-18 du 5 août 2005 relative à la santé de la reproduction au Sénégal.
- ✚ Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Plan national de développement sanitaire et social 2019-2028 du Sénégal.
- ✚ Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques. Division de la Recherche. Plan Stratégique Nationale de Recherche pour la Santé 2020-2023 du Sénégal.



Ebenezer International, Direction des Programmes Internationaux

Rue 605 /Porte 16 Baco-Djicoroni ACI. Près de l'Agence SOTELMA, non loin du fleuve Niger.

Bamako, Mali, Afrique de l'Ouest

Tel : (223) 93 51 04 55 / 73 23 45 02

Email : contact@ebenezerinternational.org

www.ebenezerinternational.org